

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2466

4 octobre 2013

SOMMAIRE

3G S.à r.l.	118343	BI-Invest Holdings	118325
AB Acquisitions Luxco 6 S.à r.l.	118351	EKIAM S. à r. l. & Cie. M.T. Erste S.e.c.s.	118343
ABF European Holdings & Co SNC	118323	EKIAM S. à r. l. & Cie. R.T. Vierte S.e.c.s.	118350
Acasa S.à r.l.	118323	faberhaus s.à r.l.	118350
Actuel Immobilière S.à r.l.	118324	Family Partners S.à r.l.	118336
Adagium S.A.	118324	LVSC S.à r.l.	118322
Adelaide Holdings S.à r.l.	118348	Palais S.A.	118353
AFC Benelux S.à r.l.	118324	PineBridge Investments Fund SICAV-SIF	118354
Alrosa Finance S.A.	118326	Simon & Samson S.à r.l.	118335
Amromco Lux II S.à r.l.	118339	Sinvest S.A.	118333
Amundi Interinvest	118326	Sofin Credit S.A.	118336
A.N.C.	118339	Spandilux S.A.	118327
Andalousia s.à r.l.	118339	Starget S.A.	118327
Aprorest S.à r.l.	118325	Starget S.A.	118326
APSA Capital S.A.	118344	Still@Services S.à r.l.	118336
Aqua Synergy S.A.	118324	Stinvest	118328
ArCoWave SA	118322	St. James Lux	118328
Area Promotions Immobilières S.à r.l.	118325	Sugura Management S.A.	118334
Argema S.à r.l.	118340	Super Star S.à r.l.	118338
AS LFC S.à r.l.	118349	Synergie Patrimoine S.A.	118334
AS LFC S.à r.l.	118348	TaDaweb S.A.	118331
Associated Directors Luxembourg	118349	TaDaweb S.A.	118335
Assos	118322	TA-Klidia S.à r.l.	118368
AstraZeneca Luxembourg	118323	Tambor S.à r.l.	118335
Atrium Promotions S.à r.l.	118325	Technoport S.A.	118335
Augusta (Gibraltar) Holdings II S.C.S.	118353	Tofane S.A.	118328
Auscomar S.A.	118325	Trustconsult Luxembourg S.A.	118334
Avolon Investments S.à r.l.	118338	UCXA Management S.A.	118334
Avondale Securities S.A.	118323	Venture & Capital Holding Inc.	118327
Avon Luxembourg Holdings S.à r.l.	118322		
Avon Luxembourg Holdings S.à r.l.	118323		
Barclays Aegis Investments S.à r.l.	118324		

LVSC S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2611 Luxembourg, 51, route de Thionville.
R.C.S. Luxembourg B 115.817.

EXTRAIT

Le siège social de la Société a été transféré avec effet immédiat du 33, Boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, au 51, route de Thionville, L-2611 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 2012.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2013116440/16.

(130140883) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2013.

ArCoWave SA, Société Anonyme.

Siège social: L-9227 Diekirch, 50, Esplanade.
R.C.S. Luxembourg B 163.840.

Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DIEKIRCH, le 13 août 2013.

Pour la société

COFICOM Trust S.à r.l.

50, Esplanade

L-9227 DIEKIRCH

Référence de publication: 2013116460/14.

(130141838) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2013.

Assos, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4876 Lamadelaine, 14, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 152.883.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Assos

Référence de publication: 2013116462/10.

(130141724) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2013.

Avon Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 98.931.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 août 2013.

Avon Luxembourg Holdings S.à r.l.

Anne-Marie Phipps

Gérant

Référence de publication: 2013116500/14.

(130141836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2013.

AstraZeneca Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-3961 Ehlang, 7B, Am Brill.

R.C.S. Luxembourg B 20.733.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Stéphanie POTTIEZ.

Référence de publication: 2013116463/10.

(130141523) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2013.

Avondale Securities S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 131.873.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013116466/10.

(130142083) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2013.

ABF European Holdings & Co SNC, Société en nom collectif.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 96.924.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 13 août 2013.

Référence de publication: 2013116467/10.

(130141797) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2013.

Acasa S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4876 Lamadelaine, 14, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 163.529.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ACASA S.à r.l.

Référence de publication: 2013116468/10.

(130141594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2013.

Avon Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 98.931.

Le Bilan consolidé au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg
(conforme Art.314 du loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 août 2013.

Avon Luxembourg Holdings S.à r.l.

Anne-Marie Phipps

Gérant

Référence de publication: 2013116501/14.

(130141841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2013.

Actuel Immobilière S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4876 Lamadelaine, 14, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 124.681.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ACTUEL IMMOBILIERE S.à.r.l.

Référence de publication: 2013116469/10.

(130141645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2013.

Adagium S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4973 Dippach, 161, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 154.414.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ADAGIUM S.A.

Référence de publication: 2013116470/10.

(130141676) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2013.

AFC Benelux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8371 Hobscheid, 1, rue de Steinfort.
R.C.S. Luxembourg B 60.162.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013116474/10.

(130141593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2013.

Aqua Synergy S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 158.231.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Fait à Luxembourg, le 13 août 2013.

Référence de publication: 2013116496/10.

(130142098) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2013.

Barclays Aegis Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 116.153.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juillet 2013.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2013116507/14.

(130141728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2013.

Auscomar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 82.617.

Les comptes annuels du 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 13 août 2013.

Référence de publication: 2013116499/10.

(130141999) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2013.

Atrium Promotions S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4876 Lamadelaine, 14, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 130.034.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ATRIUM PROMOTIONS S.à.r.l.

Référence de publication: 2013116498/10.

(130141732) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2013.

Area Promotions Immobilières S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4876 Lamadelaine, 14, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 130.365.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour AREA PROMOTIONS IMMOBILIERES S.à.r.l.

Référence de publication: 2013116497/10.

(130141684) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2013.

Aprorest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4438 Soleuvre, 256, rue de Differdange.
R.C.S. Luxembourg B 117.366.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2013116495/10.

(130141723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2013.

BI-Invest Holdings, Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 142.921.

Par le présent avis, la Société informe les tiers du changement suivant concernant son administrateur:

- Neil Smith, administrateur, a désormais pour adresse professionnelle le 180-186 Brompton Road, 3rd floor, SW3 1HQ Londres, Grande-Bretagne;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme
Virginie Boussard
Administrateur

Référence de publication: 2013116533/14.

(130141931) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2013.

Amundi Interinvest, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 26.004.

Extrait Procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue au Siège Social le 22 juillet 2013

En date du 22 juillet 2013, l'Assemblée Générale Ordinaire a décidé de:

- Reconduire le mandat d'administrateur de messieurs Patrice DE LARRARD, Christophe LEMARIE, Christophe LHOTE et Guillaume ABEL jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires en 2014.
- Reconduire le mandat de Deloitte Audit S.à.r.l. en qualité de réviseur d'entreprises de la Société, pour une durée d'un an jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires en 2014.

Luxembourg, le 12 Août 2013.

Pour extrait sincère et conforme

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Philippe Chossonnery

Directeur général

Référence de publication: 2013116489/18.

(130142199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2013.

Alrosa Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 93.147.

Extrait des résolutions de l'assemblée générale ordinaire du 13 Août 2013

- L'Assemblée Générale a décidé de renouveler les mandats des administrateurs suivants:

* Mr. Christian Mognol, administrateur et Présidnet du Conseil d'Administration, ayant son adresse professionnelle au 412F route d'Esch, L-1030 Luxembourg,

* Ms. Candice De Boni, administrateur, ayant son adresse professionnelle au 412F route d'Esch, L-1030 Luxembourg,

* Mr. Smaïn Bouchareb, administrateur, ayant son adresse professionnelle au 412F, route d'Esch, L-1030 Luxembourg jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de la société au 31 décembre 2013.

- L'Assemblée Générale a décidé de renouveler le mandat de PricewaterhouseCoopers, établie et ayant son siège social au 400, route d'Esch, L-1014 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 65.477, aux fonctions de Réviseur d'Entreprises, jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de la société au 31 décembre 2013.

Référence de publication: 2013117121/18.

(130142217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2013.

Starget S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 168.531.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle des Actionnaires tenue le 12 août 2013:

1) L'Assemblée décide d'accepter la démission, avec effet immédiat, de son poste d'administrateur de la société, de Monsieur Maurizio Mauceri, demeurant professionnellement au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg.

2) L'Assemblée décide de nommer, au poste d'administrateur de la Société:

- La société CAPITAL OPPORTUNITY S.A., ayant son siège social au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, avec Monsieur Laurent Teitgen comme représentant permanent, demeurant professionnellement au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg.

avec effet immédiat pour une période débutant ce jour et venant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle des Actionnaires de la Société devant se tenir en 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

STARGET S.A.

Référence de publication: 2013117631/18.

(130142503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2013.

Spandilux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 16, rue Notre-Dame.

R.C.S. Luxembourg B 15.601.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale du 2 juillet 2013

Ont été renommés administrateurs jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur l'exercice clôturant au 20 février 2014:

MM. EVERARD William Derek, né le 18/09/1949 à Dartford, demeurant 4 Lee Terrace, Blackheath London, SE3 9TZ England;

LENTHALL Rodney, né le 20/07/1945 à Isleworth, demeurant Mulberry Lodge, Lodge Hill Road, Farnham, Surrey GU10 3RD England;

MACLEOD Don, né le 22/07/1959 à Halifax, demeurant 34 French Masts Lane, Bedford, Nova Scotia B4A 3W7 Canada;

WAGNER Yves, né le 16/11/1958 à Luxembourg, demeurant 13, route de Luxembourg, L-6910 Roodt-Syre, Luxembourg;

ORME Philip, né le 26/05/1955 à Kingswindford, demeurant Villa 45 Carmen Village, Victory Heights Sports City, Dubai, Emirats Arabes Unis.

Le réviseur d'entreprises agréé, MOORE STEPHENS Audit S.à r.l., 2-4, rue du Château d'Eau, L-3364 Leudelange, a été renommé jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur l'exercice clôturant au 20 février 2014.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2013117628/23.

(130142474) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2013.

Starget S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 168.531.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

STARGET S.A.

Référence de publication: 2013117630/10.

(130142342) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2013.

Venture & Capital Holding Inc., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 34, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 73.412.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires pour l'exercice 2012 tenue à 10h00 le 1^{er} Juillet 2013

Extrait des résolutions

4- L'assemblée générale renouvelle les mandats des administrateurs, des administrateurs-délégués et du commissaire aux comptes, à savoir:

administrateurs:

- Mme Anique Bourkel, 34, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg;
- M. Michel Bourkel, 34, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg;
- M. Alexandre Vancheri, 34, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg;

administrateurs-délégués:

- Mme Anique Bourkel, 34, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg;
- M. Michel Bourkel, 34, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg;

commissaire aux comptes:

Wilbur Associates Ltd, Union Court Building, Elizabeth Avenue & Shirley Street S-E2, N-8188, Nassau, Bahamas;

118328

qui tous acceptent, pour l'exercice 2013 et jusqu'à l'assemblée générale à être tenue en 2014.

Référence de publication: 2013117703/21.

(130142778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2013.

Stinvest, Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 45.962.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 12 août 2013

- L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de Monsieur Gilles Jacquet, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, de Lux Business Management Sàrl, ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg et de Lux Konzern Sàrl, ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, ainsi que le mandat de commissaire aux comptes de CO-VENTURES S.A., ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg. Ces mandats se termineront lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2013.

Luxembourg, le 12 août 2013.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013117633/18.

(130142558) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2013.

St. James Lux, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 165.222.

EXTRAIT

L'Assemblée Générale des Actionnaires s'est tenue à Luxembourg le 19 juin 2013 a adopté les résolutions suivantes:

1. L'Assemblée a reconduit les mandats d'administrateurs de:

Frédéric Fasel, 15 Avenue J.F Kennedy, L-1855 Luxembourg

Pascal Chauvaux, 15 Avenue J.F Kennedy, L-1855 Luxembourg

Aymeric Diday, 34 Avenue de Messine, F-75008 Paris

pour une durée d'un an, se terminant à la prochaine assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en l'année 2014.

2. L'Assemblée a reconduit le mandat du Réviseur d'Entreprises Agréée, Ernst & Young, pour une durée d'un an, se terminant à la prochaine assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en l'année 2014.

Référence de publication: 2013117629/17.

(130142730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2013.

Tofane S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 170.508.

In the year two thousand and thirteen, on the nineteenth day of July.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Ms Marion Kraemer, jurist, residing professionally in Luxembourg,

acting as the representative of the board of directors of Tofane S.A., a société anonyme existing and organised under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 170 508 (the Company), pursuant to the resolutions of the board of directors of the Company (the Board) dated 16 May 2013 (the Resolutions).

A copy of the minutes of the Resolutions signed ne varietur by the appearing person and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing person, acting in said capacity, has requested the undersigned notary to record the following statements:

1. The Company has been incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, dated 25 July 2012, published in the Memorial, Recueil des Sociétés et Associations C - number 2170 of 31 August 2012.

The articles of association of the Company (the Articles) have been modified for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary on 4 June 2013, not yet published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

2. The issued capital of the Company is set at two million four hundred six thousand and seventy Euros (EUR 2,406,070) divided into thirty six million ninety one thousand fifty (36,091,050) Class A Shares and two hundred four million five hundred fifteen thousand nine hundred fifty (204,515,950) Class B Shares with a nominal value of one Euro cent (EUR 0.01) each and each having being fully paid up.

3. Pursuant to a share purchase agreement dated 31 May 2013, certain holders of Class B Shares have transferred an aggregate number of twelve million thirty thousand three hundred and fifty (12,030,350) Class B Shares owned by them (the Transferred Shares), representing 5% of the share capital of the Company, to Red Circle Investment S.r.l., with registered office in I-36061 Bassano del Grappa, Via Angarano 22, which is a Class A Shareholder (as defined in the Articles of the Company).

4. Pursuant to Article 7.2 of the Articles, the Class B Shares shall automatically be converted into Class A Shares, without any further action by the General Meeting and/or the holders thereof, upon a transfer of Class B Shares by a Class B Shareholder to a Class A Shareholder. The conversion shall occur for the entirety of the Class B Shares so transferred and the Class B shares shall be converted into Class A Shares at a conversion rate of one (1) Class B Share for one (1) Class A Share.

5. Pursuant to Article 7.3 of the Articles, the Board of Directors is authorised and instructed (i) to determine if the conditions of the conversion of the Class B Shares as provided in Article 7.2 of the Articles have been fulfilled, (ii) to record the conversion in the share register of the Company, (iii) to render effective any conversion of the shares in accordance with Article 7 of the Articles and see to the consequential amendments to Article 6 of the Articles in front of a Luxembourg notary, and (iv) to take any steps and actions (including, without limitation, to authorise and empower any person) necessary for the purpose of the recording of the alteration of the Article 6 of the Articles by way of a notarial deed and the publication of such amendment.

6. The Board of Directors, in its meeting of 16 May 2013 acknowledged that the conditions for the conversion of the Transferred Shares into Class A Shares are satisfied and resolved to proceed, upon completion of the transfer, to the amendments to article 6.1 of the Articles of the Company, with the authorities conferred on it by the terms of Article 7.3 above mentioned.

7. Therefore, the terms of Article 6.1 paragraph 2 of the Articles of the Company shall be read as follows:

"The subscribed and issued share capital of the Company is set at two million four hundred six thousand and seventy Euros (EUR 2,406,070) and is divided into forty eight million one hundred twenty one thousand four hundred (48,121,400) Class A Shares and one hundred ninety two million four hundred eighty five thousand six hundred (192,485,600) Class B Shares, with a nominal value of one Euro cent (EUR 0.01) each and each being fully paid up. The Class A Shares and Class B Shares may be converted pursuant to Article 7 of these Articles of Association"

Costs

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed of acknowledgement, are estimated at EUR 3,000.-.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing person, this deed is worded in English, followed by a French translation and that in case of any divergence between the English and the French text, the English version shall prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having being read to the appearing person, know to the notary by her name, surname, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le dix-neuf juillet.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Mademoiselle Marion Kraemer, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg,

agissant en sa qualité de représentante du conseil d'administration de Tofane S.A., une société anonyme, existant et constituée selon les lois du Grand Duché du Luxembourg, ayant son siège social au 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg et immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 170 508 (la Société),

en vertu des Résolutions prises par le conseil d'administration de la Société (le Conseil) en date du 16 mai 2013 (les Résolutions).

Une copie des Résolutions signée ne varietur par la comparante et le notaire soussigné, restera annexe au présent acte pour être enregistré ensemble auprès de l'administration d'enregistrement.

La comparante, en sa qualité mentionnée ci-dessus, a requis le notaire d'acter les déclarations suivantes:

1. La Société a été constituée par acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, passé le 25 juillet 2012, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C- numéro 2170 du 31 août 2012. Les statuts de la Société (les Statuts), ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 4 juin 2013, qui n'est pas encore publié au mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

2. Le capital social de la Société est fixé à deux millions quatre cent six mille et soixante-dix Euros (EUR 2.406.070) divisé en trente-six millions quatre-vingt-onze mille cinquante (36.091.050) Actions de Catégorie A et deux cent quatre millions cinq cent quinze mille neuf cent cinquante (204.515.950) Actions de Catégorie B ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune et chacune ayant été entièrement libérées.

3. En vertu du contrat de cession d'Actions en date 31 mai 2013, certains actionnaires de Catégorie B ont transféré un nombre total de douze millions trente mille trois cent cinquante (12.030.350) Actions de Catégorie B dont ils étaient propriétaires (les Actions Transférées), représentant 5% du capital de la Société, à Red Circle Investment S.r.l., ayant son siège social à I-36061 Bassano del Grappa, Via Angarano 22, qui est un actionnaire de Catégorie A (conformément la définition donnée dans les Statuts de la Société).

4. En vertu de l'article 7.2 des Statuts, les Actions de Catégorie B doivent automatiquement être converties en Actions de Catégorie A, sans avoir à recourir à l'Assemblée Générale et/ou aux actionnaires mentionnés précédemment, concernant le transfert des Actions de Catégorie B par un Actionnaire de Catégorie B au bénéfice d'un Actionnaire de Catégorie A. La conversion doit intervenir pour la totalité des Actions de Catégorie B transférées ainsi et les Actions de Catégorie B doivent être converties en Actions de Catégorie A selon la formule de conversion de une (1) Action de Catégorie B pour une (1) Action de Catégorie A.

5. En vertu de l'article 7.3 des Statuts, le Conseil d'administration est autorisé et a reçu instruction (i) de vérifier si les conditions de conversion des Actions de Catégorie B conformément l'Article 7.2 des Statuts ont été respectées, (ii) d'enregistrer la conversion dans le registre d'actions de la Société, (iii) de faire entrer en vigueur toute conversion d'Actions conformément à l'Article 7 des Statuts et constater les amendements importants à l'Article 6 des Statuts devant un notaire Luxembourgeois, et (iv) de prendre toutes mesures et actions (incluant, de manière non exhaustive, d'autoriser et donner pouvoir à toute personne) nécessaires pour l'enregistrement des modifications de l'Article 6 des Statuts par acte notarié et la publication de tels amendements.

6. Le Conseil d'administration, en sa réunion du 16 mai 2013, a reconnu que les conditions pour la conversion des Actions Transférées en Actions de Catégorie A sont respectées et se résout à poursuivre, sous réserve de l'accomplissement du Transfert, aux amendements de l'Article 6.1 des Statuts de la Société, conformément aux pouvoirs conférés selon les termes de l'Articles 7.3 mentionnée ci-dessus.

7. Par conséquent, les termes de l'Article 6.1 paragraphe 2 des Statuts de la Société doivent être lus de la manière suivante:

«Le capital social de la Société souscrit et libéré est fixé à deux millions quatre cent six mille et soixante-dix Euros (EUR 2.406.070) et est divisé en quarante-huit millions cent vingt et un mille quatre cents (48.121.400) Actions de Catégorie A et cent quatre-vingt-douze millions quatre cent quatre-vingt-cinq mille six-cents (192.485.600) Actions de Catégorie B avec une valeur nominale d'un centime d'Euro (EUR 0,01) chacune et chacune étant entièrement libérées. Les Actions de Catégorie A et Catégorie B peuvent être converties conformément à l'Article 7 des Statuts.»

Dépenses

Les dépenses, frais, rémunération ou charges, quelle que soit leur forme, qui seront payés par la Société sont estimés à EUR 3.000.-

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente qu'à la demande de la partie comparante, ce procès-verbal est rédigé en anglais suivi par une traduction française, à la demande de la même partie comparante en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après avoir lu ce acte, la comparante connue du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. KRAEMER et H. HELLINCKX

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 juillet 2013. Relation: LAC/2013/35317. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - Délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 12 août 2013.

Référence de publication: 2013117643/127.

(130142637) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2013.

TaDaweb S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4362 Esch-sur-Alzette, 9, avenue des Hauts-Fourneaux.

R.C.S. Luxembourg B 165.616.

In the year two thousand thirteen, on the twenty-fifth day of July.

Before Maître Gérard LECUIT, notary public residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

There appeared:

Mr. François GASPARD, CEO, born on the 24th day of August, 1980, in Malmédy, Belgium, residing at 28, Rue Mathen, 6782 Habergy, Belgium;

acting in his capacity as a special proxy-holder of the Board of Directors of the société anonyme "TaDaweb S.A.", with registered office in L-4362 Esch-sur-Alzette, 9, Avenue des Hauts-Fourneaux, registered to the Luxembourg Trade Register, section B, under number 165616, incorporated by deed of the undersigned notary on December 15, 2011, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations number 306 of February 4, 2012 (the "Company");

by virtue of the authority conferred on him by decision of the Board of Directors, taken at its meeting of July 23, 2013;

a copy of the minutes of the said meeting, signed "ne varietur" by the appearing person and the attesting notary public, shall remain attached to the present deed with which it shall be registered.

The said appearing person, acting in her said capacity, has requested the attesting notary public to record his declarations and statements which follow:

I.- That the subscribed share capital of the Company amounts currently to seventy-seven thousand one hundred thirty-three Euro (EUR 77,133.-), represented by eleven thousand nineteen (11,019) shares with a nominal value of seven Euro (EUR 7.-) each, all fully paid up.

II.- That on terms of Article 5 of the Articles of Incorporation, the authorized capital has been fixed at five million one hundred Euro (EUR 5,000,100.-) and the Board of Directors has been authorized from February 4, 2012 to February 3, 2017 to increase the capital of the Company, without reserving for the then existing shareholders a preferential right to subscribe, Article 5 of the Articles of Incorporation then being modified so as to reflect the result of such increase of capital.

III.- That the Board of Directors, in its meeting of July 23, 2013 and in accordance with the authorities conferred on it by the terms of Article 5 of the Articles of Incorporation, has realized an increase of capital by the amount of seven thousand seven hundred fourteen Euro (EUR 7,714.-) so as to raise the subscribed capital from its present amount of seventy-seven thousand one hundred thirty-three Euro (EUR 77,133.-) to eighty-four thousand eight hundred forty-seven Euro (EUR 84,847.-), by the creation and issuance of one thousand one hundred and two (1,102) new shares with a par value of seven Euro (EUR 7.-) each, having the same rights and privileges as the existing shares.

IV.- That still pursuant to the powers conferred to the Board of Directors, on terms of Article five of the Articles of Incorporation, the Board has cancelled the preferential right of the then existing shareholders to subscribe and has allowed the subscription of all the new shares as follows:

- by the company «CD-PME, Société Luxembourgeoise de Capital-Développement pour les PME S.A.», with registered office at L-1475 Luxembourg, 7, Rue du Saint Esprit, R.C.S. Luxembourg B 65.429, subscription of 472 shares, fully paid in, by a contribution in cash of EUR 3.304,- together with a share premium of EUR 71.696,-;

- by the company «Lexfo», with registered office at F-75008 Paris, 18, rue de l'Arcade, subscription of 252 shares, fully paid in, by a contribution in cash of EUR 1.764,- together with a share premium of EUR 58.236,-;

- by Mr. François GASPARD, prenamed, subscription of 84 shares, 50% paid in, by a contribution in cash of EUR 294,- together with a share premium of EUR 9.706,-;

- by Mr. Alexandre PAPANASTASSIOU, residing at B-1640 Rhode-Saint-Genèse, 9, Clos de la Lavande, subscription of 42 shares, 50% paid in, by a contribution in cash of EUR 147,-together with a share premium of EUR 4.853,-;

- by the company «Quarkslab», with registered office at F-75017 Paris, 71, Avenue des Ternes, subscription of 252 shares, 50% paid-in, by a contribution in cash of EUR 882,- together with a share premium of EUR 29.118,-;

V.- That the 1,102 new shares have been entirely subscribed by contribution in cash on a banking account of the Company, so that the amount of one hundred eighty thousand Euro (EUR 180,000.-) has been at the free disposal of the Company, as was certified to the attesting notary public by presentation of the supporting documents for subscriptions and payments.

VI.- That following the realization of this authorized increase of the share capital, Article 5.1. of the Articles of Incorporation has therefore been modified and reads as follows:

" Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at eighty four thousand eight hundred forty-seven Euro (EUR 84,847.-), represented by twelve thousand one hundred twenty-one (12,121) shares in registered form, having a par value of seven Euros (EUR 7.-) each, all subscribed."

118332

Expenses

The expenses, encumbant on the Company and charged to it by reason of the present deed, are estimated at approximately one thousand three hundred euros (1,300.-EUR)

Prevailing language

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing persons and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg., on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, the said person signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française:

L'an deux mille treize, le 25 juillet.

Par devant Maître Gerard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

A COMPARU:

M. François GASPARD, CEO, né le 24 août 1980 à Malmédy, Belgique, demeurant au 28, Rue Mathen, 6782 Habergy, Belgique,

agissant en sa qualité de mandataire spécial du Conseil d'Administration de la société anonyme «TaDaweb S.A.», ayant son siège social à L-4362 Esch-sur-Alzette, 9, Avenue des Hauts-Fourneaux, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 165616, constituée suivant acte reçu le 15 décembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 306 du 4 février 2012 (la «Société»);

en vertu d'un pouvoir lui conféré par décision du Conseil d'Administration de la Société en date du 23 juillet 2013, une copie du procès-verbal de la dite réunion, après avoir été signé ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte avec lequel il sera enregistré.

Lequel mandataire, agissant ès-dites qualités, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

I.- Que le capital social de la Société s'élève actuellement à soixante-dix-sept mille cent trente-trois Euro (EUR 77.133,-), représenté par onze mille dix-neuf (11.019) actions ayant une valeur nominale de sept Euro (EUR 7,-) chacune, entièrement libérées.

II.- Qu'aux termes de l'article cinq des statuts, le capital autorisé de la Société a été fixé à cinq millions cent Euro (EUR 5.000.100,-) et le Conseil d'Administration a été autorisé à décider, du 4 février 2012 au 3 février 2017, de procéder à la réalisation de cette augmentation de capital, sans réserver un droit de souscription préférentiel aux actionnaires actuels, l'article cinq des statuts se trouvant alors modifié de manière à correspondre à l'augmentation de capital intervenue.

III.- Que le Conseil d'Administration, en sa réunion du 23 juillet 2013 et en conformité avec les pouvoirs à lui conférés aux termes de l'article cinq des statuts, a réalisé une augmentation du capital social dans les limites du capital autorisé à concurrence de sept mille sept cent quatorze Euro (EUR 7.714,-), en vue de porter le capital social souscrit de son montant actuel de soixante-dix-sept mille cent trente-trois Euro (EUR 77.133,-) à quatre-vingt-quatre mille huit cent quarante-sept Euro (EUR 84.847,-), par la création et l'émission de mille cent et deux (1.102) actions nouvelles d'une valeur nominale de sept Euro (EUR 7,-) chacune, à souscrire et à libérer intégralement en numéraire et jouissant des mêmes droits et avantages que les actions anciennes.

IV.- Que le Conseil d'Administration, après avoir supprimé l'exercice du droit préférentiel de souscription des actionnaires existants, a accepté la souscription de la totalité des actions nouvelles comme suit:

- par la société «CD-PME, Société Luxembourgeoise de Capital-Développement pour les PME S.A.», ayant son siège social à L-1475 Luxembourg, 7, Rue du Saint Esprit, R.C.S. Luxembourg B 65.429, souscription de 472 actions, entièrement libérées, par un apport en numéraire d'EUR 3.304,- ensemble avec une prime d'émission d'EUR 71.696,-;

- par la société «Lexfo», ayant son siège social à F-75008 Paris, 18, rue de l'Arcade, souscription de 252 actions, entièrement libérées, par un apport en numéraire d'EUR 1.764,- ensemble avec une prime d'émission d'EUR 58.236,-;

- par M. François GASPARD, prénommée, souscription de 84 actions, libérée à hauteur de 50%, par un apport en numéraire d'EUR 294,- ensemble avec une prime d'émission d'EUR 9.706,-;

- par M. Alexandre PAPANASTASSIOU, domicilié à B-1640 Rhode-Saint-Genèse, 9, Clos de la Lavande, souscription de 42 actions, libérées à hauteur de 50%, par un apport en numéraire d'EUR 147,- ensemble avec une prime d'émission d'EUR 4.853,-;

- par la société «Quarkslab», ayant son siège social à F-75017 Paris, 71, Avenue des Ternes, souscription de 252 actions, libérées à hauteur de 50%, par un apport en numéraire d'EUR 882,- ensemble avec une prime d'émission d'EUR 29.118,-;

V.- Que les mille cent et deux (1.102) actions nouvelles ont été souscrites et libérées en numéraire par versement à un compte bancaire au nom de la Société, de sorte que la somme de cent quatre-vingt mille Euro (EUR 180.000,-) a été

mise à la libre disposition de cette dernière, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant par la présentation des pièces justificatives de souscription et libération.

VI.- Que suite à la réalisation de cette augmentation dans les limites du capital autorisé, l'article 5.1. des statuts de la Société est modifié en conséquence et a désormais la teneur suivante:

" Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à quatre-vingt quatre mille huit cent quarante-sept Euros (EUR 84.847,-), représenté par douze mille cent vingt-et-une (12.121) actions sous forme nominative, ayant une valeur nominale de sept Euros (EUR 7,-) chacune, toutes souscrites.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille trois cents euros (1.300.-EUR).

Version prépondérante

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du comparant, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, à la requête de la même personne et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, le mandataire prémentionné a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: F. GASPARD, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 26 juillet 2013. Relation: LAC/2013/35222. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 août 2013.

Référence de publication: 2013117639/137.

(130142481) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2013.

Sinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 34, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 129.635.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires pour l'exercice 2012 tenue à 08.30 heures le 7 mai 2013

Extrait des résolutions

4- L'assemblée générale a pris connaissance du changement d'adresse des administrateurs Mme Bourkel Anique et M. Vancheri Alexandre, ainsi que de l'administrateur et administrateur-délégué M. Bourkel Michel, du 8, rue Dicks, au 34, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg;

5- L'assemblée générale renouvelle les mandats des administrateurs, de l'administrateur-délégué et du commissaire aux comptes, à savoir:

Administrateurs:

- Mme Bourkel Anique, adresse professionnelle 34, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg;
- M. Bourkel Michel, adresse professionnelle 34, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg;
- M. Vancheri Alexandre, adresse professionnelle au 34, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg;

Administrateur-délégué:

- M. Bourkel Michel, adresse professionnelle au 34, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg;

Commissaire aux comptes:

- Wilbur Associates Ltd, IBC 185200, Union Court Building, Elizabeth Avenue & Shirley Street S-E2, N-8188, Nassau, Bahamas;

qui tous acceptent, pour l'année 2013 et jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2014.

Référence de publication: 2013117621/25.

(130142917) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2013.

Synergie Patrimoine S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 82.427.

—
Beschluss der Generalversammlung vom 18. Juli 2013

Die Generalversammlung genehmigt die Verlängerung der Mandate von:

- Herrn SLENDZAK Philippe, geschäftsansässig in 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg;
- Herrn FOLIAN Daniel, geschäftsansässig in 1, Floridsdorfer Hauptstrasse A-1210 Wien;
- Frau COURTOIS Sylviane, geschäftsansässig in 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg.

Als Verwaltungsratsmitglied. Ihre Berufung endet mit der im Jahre 2019 stattfindenden Generalversammlung.

Der Aufsichtskommissarsmandat von DEBELUX AUDIT SA, in 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg, wird verlängert. Die Berufung endet mit der im Jahre 2019 stattfindenden Generalversammlung.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2013117636/17.

(130142744) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2013.

Sugura Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 127.314.

—
Beschluss der Generalversammlung vom 26. Juli 2013

Die Generalversammlung genehmigt die Verlängerung der Mandate von:

- Herrn SLENDZAK Philippe, geschäftsansässig in 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg;
- Herrn FOLIAN Daniel, geschäftsansässig in 1, Floridsdorfer Hauptstrasse A-1210 Wien;
- Frau COURTOIS Sylviane, geschäftsansässig in 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg.

Als Verwaltungsratsmitglied. Ihre Berufung endet mit der im Jahre 2019 stattfindenden Generalversammlung.

Der Aufsichtskommissarsmandat von DEBELUX AUDIT SA, in 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg, wird verlängert. Die Berufung endet mit der im Jahre 2019 stattfindenden Generalversammlung.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2013117634/17.

(130142754) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2013.

UCXA Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 57.840.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013117698/10.

(130142263) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2013.

Trustconsult Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.
R.C.S. Luxembourg B 86.995.

—
Par la présente, je suis au regret de vous annoncer ma décision de démissionner de mes fonctions d'administrateur de votre société et ceci avec effet au 31 juillet 2013.

Luxembourg, le 4 juillet 2013.

Noeleen GOES-FARRELL.

Référence de publication: 2013117690/10.

(130142706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2013.

Tambor S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 163.776.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 12 août 2013

Nomination de Mr Ryan Tim O'Kane, avec adresse professionnelle au 31, Pavillion House, Fitzwilliam Square, Dublin 4, Ireland, au poste de gérant, avec effet immédiat et ce pour une durée illimitée.

Mr Peter Jan Mulder n'est donc plus gérant unique puisque le conseil de gérance est dorénavant composé de deux membres.

Luxembourg, le 12 août 2013.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013117638/17.

(130142629) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2013.

TaDaweb S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4221 Esch-sur-Alzette, 66, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 165.616.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 octobre 2012.

Référence de publication: 2013117640/10.

(130142559) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2013.

Technoport S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4362 Esch-sur-Alzette, 9, avenue des Hauts-Fourneaux.

R.C.S. Luxembourg B 169.822.

Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration du 22 mars 2013

Est nommé administrateur:

- Monsieur Guy WOLLWERT, employé privé, demeurant professionnellement au 7, rue Saint Esprit, L-1475 Luxembourg, en remplacement de Monsieur Patrick NICKELS, administrateur démissionnaire en date du 31 janvier 2013.

Monsieur Guy WOLLWERT continuera le mandat de l'administrateur démissionnaire jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire durant laquelle cette cooptation sera soumise à ratification.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 13 août 2013.

Référence de publication: 2013117641/15.

(130142685) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2013.

Simon & Samson S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4042 Esch-sur-Alzette, 82A, rue du Brill.

R.C.S. Luxembourg B 56.866.

Le bilan abrégé au 31 décembre 2008 de la société a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Référence de publication: 2013117618/12.

(130142697) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2013.

Sofin Credit S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 34, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 57.008.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire pour l'exercice 2012 tenue le 3 juin 2013 à 18.00 heures

Extrait des résolutions

4- L'assemblée générale a pris connaissance du changement d'adresse des administrateurs Mme Bourkel Anique et M. Vancheri Alexandre, ainsi que de l'administrateur et administrateur-délégué M. Boukel Michel, du 8, rue Dicks, au 34, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg;

5- L'assemblée générale renouvelle les mandats des administrateurs, de l'administrateur - délégué et du commissaire aux comptes, à savoir:

- Administrateurs:

- * Mme Bourkel Anique, 34, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg;
- * M. Bourkel Michel, 34, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg;
- * M. Vancheri Alexandre, 34, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg;

- Administrateur - délégué:

- * M. Bourkel Michel, 34, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg;

- Commissaire aux comptes:

* Wilbur Associates Ltd, IBC 185200; Union Court Building, Elizabeth Avenue & Shirley Street S-E2, N-8188, Nassau, Bahamas;

qui tous acceptent, pour l'exercice social 2013 et jusqu'à l'assemblée annuelle à être tenue en 2014.

Référence de publication: 2013117626/24.

(130142863) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2013.

Family Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée,

(anc. Still@Services S.à r.l.).

Siège social: L-1450 Luxembourg, 36, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 116.096.

L'an deux mille treize, le vingt-sept juin.

Par devant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Mademoiselle Virginie PIERRU, clerc de Notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg, agissant en tant que mandataire de:

1. Madame Emmanuelle PAQUOT, administrateur de sociétés, née le 5 juillet 1975 à Uccle (Belgique), demeurant au 11, Rue de Patruamge B-1315 Roux-Miroir (Belgique), propriétaire d'une (1) parts sociale, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 4 juin 2013;

2. Monsieur Gatien LALOUX, administrateur de sociétés, né le 13 novembre 1974 à Rocourt (Belgique), demeurant au 11, Rue de Patruange B-1315 Roux-Miroir (Belgique), propriétaire de dix (10) parts sociales, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 4 juin 2013; et

3. "LITTLE BROTHER S.A." une société anonyme ayant son siège social au 9, rue Basse L-4963 Clémency (RCS Luxembourg B 156.329), représentée par son administrateur-unique Monsieur Jean-Yves STASSER, demeurant professionnellement au 9, rue Basse L-4963 Clémency, propriétaire de quatre-vingt-neuf (89) parts sociales, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 4 juin 2013.

Lesquelles procurations, après avoir été paraphées "ne varietur" par la mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées aux présentes pour les besoins de l'enregistrement.

Les comparant, représenté comme ci-avant, exposent au notaire instrumentant ce qui suit:

Que suite à une cession de parts sociales sous seing privé en date du *juin 2013, Monsieur Gatien LALOUX, prénommé, propriétaire de quatre-vingt-dix-neuf (99) parts sociales a cédé à la société anonyme «LITTLE BROTHER S.A.», prénommée, Monsieur Frédéric STREVELER, prénommé, quatre-vingt-neuf (89) parts sociales.

Les comparants, représentés comme ci-avant, sont les seuls et uniques associés de la société à responsabilité limitée «Still@Services S.à r.l.» ayant son siège social au L-1450 Luxembourg, 36, Côte d'Eich, constituée suivant acte reçu par Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, en date du 27 avril 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Associations et des Sociétés numéro 1359, en date 14 juillet 2006,

immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B numéro 116.096.

Les associés, représentés comme ci-avant, ont ensuite requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes contenus dans l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de la dénomination de la société en «FAMILY PARTNERS S.à r.l.», et modification subséquente de l'article 1^{er} des statuts de la Société.

2. Acceptation de la démission du gérant Monsieur Gatien LALOUX, avec décharge à lui donner et nomination du nouveau gérant unique en remplacement Monsieur Jean-Yves STASSER, expert-comptable, né le 16 septembre 1971 à Hermalle Sous Argenteau (Belgique), demeurant professionnellement à L-4963 Clémency, 9, rue Basse.

3. Modification de l'objet social de la Société pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 3.** La Société a pour objet l'exploitation d'un bureau d'expertise comptable.

Elle peut procéder à la constitution, à la domiciliation, à l'administration, à la gestion et à la transformation de toute société. Elle peut exercer le métier de Family Office.

La société peut réaliser toutes expertises comptables et fiscales et détenir tout mandat se rapportant à l'organisation, à l'appréciation et au redressement de comptabilités et de comptes de toute nature; l'établissement de bilans, l'analyse, par les procédés de la technique comptable, de la situation et du fonctionnement des entreprises et des organismes sous leurs différents aspects économiques et financiers, et en général, réaliser tout conseil comptable, fiscal, économique, patrimonial et financier se rattachant à la profession d'expert-comptable.

La société peut prêter tous services de bureau généralement quelconques pour le compte de tiers, personnes physiques ou morales, ainsi que la sous-location et la mise à disposition à ces tiers de locaux et d'installations de bureau.

La société peut prêter tous services d'agent ou de mandataire commercial et industriel, soit qu'elle se porte elle-même contrepartie, soit qu'elle n'agisse que comme délégué ou intermédiaire.

La société peut également prendre des participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La Société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle, immobilière ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière. La Société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations, financières, mobilières ou immobilières, commerciales et industrielles, qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet. La Société peut exercer son activité tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.»

4. Divers.

Première résolution:

Les associés modifient la dénomination sociale en «FAMILY PARTNERS S.à r.l.» et modifient, par conséquent, l'article 1^{er} des statuts de la Société, comme suit:

« **Art. 1^{er}.** La Société adopte la dénomination de FAMILY PARTNERS S.à r.l. ».

Deuxième résolution:

Les associés acceptent la démission du gérant unique Monsieur Gatien LALOUX, prénommé, et lui accorde décharge pleine et entière pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour, et nomment Monsieur Jean-Yves STASSER, expert-comptable, né le 16 septembre 1971 à Hermalle Sous Argenteau (Belgique), demeurant professionnellement à L-4963 Clémency, 9, rue Basse, comme gérant unique de la Société pour une durée indéterminée.

Troisième résolution:

Les associés modifient l'objet social, et par conséquent, modifient l'article 3 des statuts de la Société, pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 3.** La Société a pour objet l'exploitation d'un bureau d'expertise comptable.

Elle peut procéder à la constitution, à la domiciliation, à l'administration, à la gestion et à la transformation de toute société. Elle peut exercer le métier de Family Office.

La société peut réaliser toutes expertises comptables et fiscales et détenir tout mandat se rapportant à l'organisation, à l'appréciation et au redressement de comptabilités et de comptes de toute nature; l'établissement de bilans, l'analyse, par les procédés de la technique comptable, de la situation et du fonctionnement des entreprises et des organismes sous leurs différents aspects économiques et financiers, et en général, réaliser tout conseil comptable, fiscal, économique, patrimonial et financier se rattachant à la profession d'expert-comptable.

La société peut prêter tous services de bureau généralement quelconques pour le compte de tiers, personnes physiques ou morales, ainsi que la sous-location et la mise à disposition à ces tiers de locaux et d'installations de bureau.

La société peut prêter tous services d'agent ou de mandataire commercial et industriel, soit qu'elle se porte elle-même contrepartie, soit qu'elle n'agisse que comme délégué ou intermédiaire.

La société peut également prendre des participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La Société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle, immobilière ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière. La Société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations, financières, mobilières ou immobilières, commerciales et industrielles, qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet. La Société peut exercer son activité tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.»

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société, sont évalués à neuf cent vingt-euros euros (920,-EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire du comparant, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, celle-ci a signé avec le notaire, le présent acte.

Signé: V.PIERRU, P.DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 28 juin 2013. Relation: LAC/2013/29963. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, Délivrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 13 août 2013.

Référence de publication: 2013117632/111.

(130142433) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2013.

Super Star S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9125 Schieren, 89, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 103.447.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Super Star sàrl

Signature

Référence de publication: 2013117635/12.

(130142368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2013.

Avolon Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 135.686,47.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 153.147.

Par résolutions prises en date du 12 août 2013, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- acceptation de la démission de Céline Pignon, avec adresse au 12, Rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, de son mandat de Gérant Oak Hill, avec effet au 1^{er} août 2013;

- nomination de Benoît Bauduin, avec adresse au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, au mandat de Gérant Oak Hill, avec effet au 1^{er} août 2013 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 août 2013.

Référence de publication: 2013117764/15.

(130143248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2013.

Amromco Lux II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: RON 62.656,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 161.397.

Extrait des résolutions de l'associé unique du 22 juillet 2013.

En date du 22 juillet 2013 l'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Johan Dejans en tant que gérant de classe B et ce avec effet immédiat.
- de nommer Neela Gungapersad, salariée, née le 17 janvier 1972 à Goodlands à l'Ile Maurice, demeurant professionnellement au 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, en tant que gérant de classe B de la Société pour une durée indéterminée, et ce avec effet immédiat.

Le conseil de gérance de la Société se compose désormais comme suit:

Gérants de classe A:

- David Rutledge
- Robert Kendall

Gérants de classe B:

- ATC Management (Luxembourg) S.à r.l.
- Neela Gungapersad
- Hille-Paul Schut

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 août 2013.

Stijn Curfs

Mandataire

Référence de publication: 2013117760/26.

(130143177) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2013.

A.N.C., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8008 Strassen, 32, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 62.495.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 16/08/2013.

Référence de publication: 2013117750/10.

(130143194) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2013.

Andalousia s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8248 Mamer, 1, Op Paasseleck.

R.C.S. Luxembourg B 161.725.

Cession de parts

Il a été décidé ce qui suit

Mr Jaupart Stéphane, demeurant à (59) France - 72, le Touraines les provinces françaises.

et:

Mr. Tizomba Josian, demeurant à Marner (L-8248) - 1, Op Paasseleck, Luxembourg.

Mr. Jaupart Stéphane rétrocède par le présent acte à Mr. Tizomba Josian qui accepte sous les garanties ordinaires et les droits les plus étendus en pareil matière, ici présent:

Trente cinq parts sociales (35) qu'il possède dans la société Andalousia SARL.

Fait et passé le 1^{er} juillet 2013 au siège social en 4 exemplaires.

Signatures

Le gérant technique / Le gérant administratif

Référence de publication: 2013119101/18.

(130144449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2013.

Argema S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 179.609.

STATUTS

L'an deux mille treize, le sixième jour d'août.

Par-devant Maître Paul BETTINGEN notaire, de résidence à Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Marc Liégeois, administrateur de sociétés, né le 22 mai 1968 à Kinshasa, résidant Les Gottes n°2, à B-1390 GREZ DOICEAU (Belgique).

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

A. Objet - Durée - Dénomination - Siège

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes par le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une société à responsabilité limitée ci-après, «la Société», qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. Objet. La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La Société pourra également accorder des prêts, toute forme de garantie, ou de sureté pour l'exécution de toute obligation de la Société, ou de toute entité dans laquelle la Société détient un intérêt direct ou indirect ou un droit de toute nature, ou dans laquelle la Société a investi de toute autre manière, ou qui fait partie du même groupe d'entités que la Société ou de tout gérant ou autre mandataire ou agent de la Société ou d'une telle entité, ou assister une telle entité de toute autre manière.

En outre, la Société a également pour objet les prestations intra groupe dans les domaines administratif, comptable ou de gestion en ce compris la facturation au profit des autres sociétés du groupe, tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Un objet supplémentaire de la Société est l'acquisition et la vente de biens immobiliers, pour son propre compte, soit au Grand-Duché de Luxembourg soit à l'étranger ainsi que toutes les opérations liées à des biens immobiliers, comprenant la prise de participations directes ou indirectes dans des sociétés au Luxembourg ou à l'étranger dont l'objet principal consiste dans l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers.

Elle pourra en par ailleurs créer, acquérir, gérer, renouveler, concéder (notamment sous forme de licence) et céder des droits de propriété intellectuelle, tels que des marques de fabrique ou de commerce, des noms de domaines internet, des dessins ou des modèles, des brevets et/ou des droits d'auteur.

La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement de ses objets.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La société prend la dénomination de ARGEMA S.à r.l.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg-ville.

Il pourra être transféré dans les limites de la commune du siège social par simple décision de la gérance. Le siège social peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés.

La Société peut ouvrir des agences ou succursales dans toutes autres localités du pays ou dans tous autres pays.

B - Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital de la Société est fixé à la somme de cent mille euros (EUR 100.000) représenté par dix mille (10.000) parts sociales d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément, donné en assemblée générale, des associés représentant les trois quarts des parts appartenant aux associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

Art. 11. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

C. Gérance

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être associés. Si plusieurs gérants sont nommés, les gérants constituent un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»).

Les gérants sont nommés par l'associé unique, ou le cas échéant, par l'assemblée générale des associés, qui détermine leur nombre, leur rémunération et la durée limitée ou illimitée de leur mandat. Les gérants sont nommés jusqu'à la nomination de leurs successeurs: ils peuvent être réélus au terme de leur mandat et ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution de l'associé unique, ou le cas échéant par une assemblée générale des associés.

Dans le cas d'une pluralité de gérants, l'associé unique ou le cas échéant, l'assemblée générale des associés peut décider de nommer des gérants de Classe A et des gérants de Classe B. Il (ils) peut (peuvent) être révoqués librement à tout moment par l'associé unique ou le cas échéant, l'assemblée générale des associés.

Vis-à-vis des tiers, le gérant ou, dans le cas où il y a plusieurs gérants, le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant unique.

En cas de pluralité de gérants, la société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux gérants. Dans le cas où l'associé unique, ou le cas échéant, l'assemblée générale des associés a nommé un ou plusieurs gérants de Classe A et un ou plusieurs gérants de Classe B, la Société est engagée envers les tiers en toutes circonstances, par la signature conjointe d'un gérant de Classe A et celle d'un gérant de Classe B, ou par la signature du ou des mandataire(s) à qui pareil pouvoir de signature aura été délégué par le gérant unique ou le cas échéant par le conseil de gérance, dans les limites d'un tel pouvoir.

Même après le terme de leur mandat, le (les) gérant(s) ont le devoir de ne pas divulguer d'information(s) sur la société qui pourrait nuire aux intérêts de la Société, à l'exception du cas où une telle divulgation d'information est requise par la loi.

Art. 13. Lorsqu'il y a plusieurs gérants, la Société est gérée par un conseil de gérance qui pourra choisir parmi ses membres un président et pourra choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance; en l'absence d'un président, le conseil de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette réunion un autre gérant pour assumer la présidence de ces réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Dans le cas où l'associé unique, ou le cas échéant, l'assemblée générale des associés a nommé un ou plusieurs gérants de Classe A et un ou plusieurs gérants de Classe B, le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement qui si

au moins un gérant de Classe A et un gérant de Classe B sont présents ou représentés à la réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 14. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou dans le cas où l'associé unique, ou le cas échéant, l'assemblée générale des associés a nommé un ou plusieurs gérants de Classe A et un ou plusieurs gérants de Classe B, par un gérant de Classe A et un gérant de Classe B conjointement. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux gérants ou par toute personne dûment mandatée à cet effet par le conseil de gérance.

Art. 15. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 16. Le ou les gérant(s) ne contract(ent), à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

La Société indemniserà tout gérant ou fondé de pouvoir, ses héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs, des dépenses raisonnablement occasionnées par toutes actions ou tous procès auxquels il aura été partie en sa qualité de gérant ou fondé de pouvoir de la Société, ou pour avoir été, à la demande de la Société, gérant ou fondé de pouvoir de toute autre société dont la Société est actionnaire ou créditrice et par laquelle il ne serait pas indemnisé, sauf le cas où dans pareils actions ou procès il sera finalement condamné pour négligence ou faute ou mauvaise administration; en cas d'arrangement extrajudiciaire, une telle indemnité ne sera accordée que si la Société est informée par son avocat conseil que le gérant ou fondé de pouvoir en question n'a pas commis un tel manquement à ses devoirs. Le droit à indemnisation n'exclura pas d'autres droits dans le chef du gérant ou fondé de pouvoir.

Art. 17. Le gérant ou le conseil de gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le gérant ou le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

D. Décisions de l'associé unique - Décisions collectives des associés

Art. 18. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Art. 19. Sous réserve d'un quorum plus important prévu par les statuts, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la Société. Toutes autres modifications des statuts sont décidées à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 20. Dans le cas d'un associé unique, celui-ci exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

E. Année sociale - Bilan - Répartition

Art. 21. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 22. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 23. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 24. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Sauf décision contraire le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société.

Art. 25. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée.

Souscription et Libération

Monsieur Marc Liégeois, pré-mentionné a souscrit les dix mille (10.000) parts sociales.

Toutes les parts souscrites ont été entièrement payées en numéraire de sorte que la somme de cent mille euros (EUR 100.000) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le 31 décembre 2013.

Le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombe à la Société ou qui est mis à charge à raison de sa constitution est évalué environ à mille deux cent cinquante euros (EUR 1.250).

Résolutions de l'associé unique

Et aussitôt l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqué, a tenu une assemblée générale extraordinaire et a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi au 63-65 rue de Merl, L-2146 Luxembourg.
2. Est nommé gérant de la Classe A de la Société pour une durée indéterminée:
 - Monsieur Marc Liégeois, précité, né le 22 mai 1968 à Kinshasa, résidant Les Gottes n°2, à B-1390 GREZ DOICEAU (Belgique).
3. Sont nommés gérants de la Classe B de la Société pour une durée indéterminée:
 - Monsieur Jean-Marc FABER, né le 07 avril 1966 à Luxembourg résidant professionnellement au 63-65 rue de Merl, L-2146 Luxembourg.
 - Monsieur Christophe MOUTON, né le 20 novembre 1971 à St-Mard (Belgique), résidant professionnellement au 63-65 rue de Merl, L-2146 Luxembourg.

Dont acte, passé à Senningerberg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Pouvoirs

Le comparant donne par la présente pouvoir à tout clerc et/ou employé de l'étude du notaire soussigné, agissant individuellement, pour rédiger et signer tout acte de modification (faute(s) de frappe(s)) au présent acte.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Marc Liégeois, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 7 août 2013. LAC/2013/37067. Reçu 75.-€.

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour copie conforme, délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 19 août 2013.

Référence de publication: 2013119164/194.

(130144889) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

3G S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2327 Luxembourg, 3, Montée de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 88.148.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013119087/9.

(130144423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2013.

EKIAM S. à r. l. & Cie. M.T. Erste S.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-6720 Grevenmacher, 16, rue de l'Eglise.

R.C.S. Luxembourg B 149.793.

Die mit Gesellschafterbeschluss vom 23.05.2013 beschlossene Kapitalherabsetzung wurde durchgeführt.

Das Kommanditkapital in Höhe von 40.000,00 € wurde in voller Höhe eingezahlt.

Grevenmacher, den 19.08.2013.

EKIAM Management S. à r. l.

Vertreten durch den Wolfgang Albus

Geschäftsführer

Référence de publication: 2013119106/13.

(130144551) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2013.

APSA Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 30, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 179.601.

STATUTS

L'an deux mille treize, le vingt-six juillet.

Par-devant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), agissant en remplacement de son confrère empêché Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), lequel dernier restera dépositaire de la minute.

ONT COMPARU:

1.- Monsieur Samir ADDAMINE, entrepreneur, né à Dijon (France), le 18 janvier 1973, demeurant à F-75014 Paris, 25, rue de Coulmiers;

2.- Monsieur Alexander BADERKO, entrepreneur, né à Moscou (Russie), le 6 février 1974, demeurant à RU-115211 Moscou, 21/2 Borisovskie Prudy;

3.- Monsieur Adrien HENNI, entrepreneur, né à Paris (France), le 3 novembre 1971, demeurant à RU-101000 Moscou, 12, Chistoprudny Bulvar, Kor. 2, Kv. 62;

4.- Monsieur Anton KARASEVICH, entrepreneur, né à Moscou (Russie), le 6 mai 1971, demeurant à RU-119526 Moscou, 91/3 Vernadskogo;

5.- Monsieur Pierre VIBERT, entrepreneur, né à Châtenay-Malabry (France), le 13 mai 1977, demeurant à F-92450 Caumont-sur-Durance, 22, rue des Bourgades.

Tous les cinq sont ici représentés par Monsieur Max MAYER, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu de cinq procurations sous seing privé lui délivrées.

Lesdites procurations, signées ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisées avec lui.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentaire de dresser acte d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

I. Nom, Durée, Objet, Siège Social

Art. 1^{er}. Il est formé par les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme, sous la dénomination de APSA Capital S.A. (ci-après la «Société»).

Art. 2. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. La Société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, par achat, échange ou de toute autre manière, dans d'autres entreprises et sociétés luxembourgeoises ou étrangères ainsi que la gestion, le contrôle, la mise en valeur de ces participations. La Société peut également procéder au transfert de ces participations par voie de vente, échange ou autrement.

La Société peut emprunter sous toute forme notamment par voie d'émission d'obligations, convertibles ou non, de prêt bancaire ou de compte courant actionnaire, et accorder à d'autres sociétés dans lesquelles la Société détient ou non un intérêt direct ou indirect, tous concours, prêts, avances ou garanties.

En outre, elle pourra s'intéresser à toutes valeurs mobilières, dépôts d'espèces, certificats de trésorerie, et toute autre forme de placement dont notamment des actions, obligations, options ou warrants, les acquérir par achat, souscription ou toute manière, les vendre ou les échanger.

La Société a également pour objet l'acquisition et la mise en valeur de tous brevets, marques et autres droits intellectuels et immatériels ainsi que de tous autres droits s'y rattachant ou pouvant les compléter.

Elle pourra faire toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières qui se rattachent directement ou indirectement, en tout ou partie, à son objet social.

D'une façon générale, la Société pourra prendre toutes mesures de contrôle ou de surveillance et effectuer toutes opérations qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg. Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger, se présentent ou paraissent imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

II. Capital social - Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR), représenté par cent mille (100.000) actions, sans mention de valeur nominale.

Les actions sont réparties en différentes classes:

- trois mille trois cent cinquante (3.350) actions de classe A,
- trente et un mille cents (31.100) actions de classe B,
- trente et un mille cents (31.100) actions de classe C,
- trente et un mille cents (31.100) actions de classe D,
- trois mille trois cent cinquante (3.350) actions de classe E,

toutes souscrites et entièrement libérées, chacune jouissant des droits et obligations tels que décrits dans les présents statuts.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), racheter ses propres actions.

Art. 6. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre. Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

L'action au porteur est signée par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci. La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite. Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2 de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

III. Assemblées générales des actionnaires - Décisions de l'actionnaire unique

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société. Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation, le trentième jour du mois de juin à onze heures. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui précède.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou téléfax une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les présents statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès-verbal.

Tout actionnaire peut participer à une réunion de l'assemblée générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques ga-

rantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

IV. Conseil d'administration

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 10. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut présenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi ou les présents statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres

agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. La Société sera engagée par la signature collective de deux (2) administrateurs ou la seule signature de toute (s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la Société sera engagée par sa seule signature.

V. Surveillance de la Société

Art. 14. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

VI. Exercice social - Bilan

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Sur le bénéfice annuel net de la Société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et en tant que la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social, tel que prévu à l'article 5 de ces statuts, ou tel qu'augmenté ou réduit en vertu de ce même article 5.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la Loi.

VII. Liquidation

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

VIII. Modification des statuts

Art. 18. Les présents statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

IX. Dispositions finales - Loi applicable

Art. 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2013.
- 2) La première assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu en 2014.

Souscription et Libération

Le capital social a été souscrit comme suit:

1.- Monsieur Samir ADDAMINE, préqualifié, trois mille trois cent cinquante actions de classe A	3.350
2.- Monsieur Alexander BADERKO, préqualifié, trente et un mille cent actions de classe B	31.100
3.- Monsieur Adrien HENNI, préqualifié, trente et un mille cent actions de classe C	31.100
4.- Monsieur Anton KARASEVICH, préqualifié, trente et un mille cent actions de classe D	31.100
5.- Monsieur Pierre VIBERT, préqualifié, trois mille trois cent cinquante actions de classe E	3.350
TOTAL: cent mille actions	100.000

Toutes ces actions ont été libérées intégralement en numéraire, de sorte que la somme de TRENTE ET UN MILLE EURO (31.000,- EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la Loi et déclare expressément qu'elles sont remplies.

118348

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution est évalué à environ 1.200,- EUR.

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants préqualifiés, représentant la totalité du capital souscrit, se considérant comme dûment convoqués, se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée est régulièrement constituée, elles ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et le nombre des commissaires à un (1).
2. Les personnes suivantes ont été nommées administrateurs de la Société:
 - a) Monsieur Christophe ANTINORI, juriste, né à Woippy (France), le 8 septembre 1971, demeurant professionnellement à L-1660 Luxembourg, 30, Grand-rue;
 - b) Monsieur Xavier FABRY, juriste, né à Metz (France), le 2 août 1977, demeurant professionnellement à L-1660 Luxembourg, 30, Grand-rue;
 - c) Madame Delphine POILLOT, employée privée, née à Reims (France), le 3 octobre 1970, demeurant professionnellement à L-1660 Luxembourg, 30, Grand-rue.
3. A été nommée commissaire aux comptes de la Société:
La société à responsabilité limitée Read S.à R.L., établie et ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri, immatriculée au R.C.S. de Luxembourg sous le numéro B 45.083.
4. Le mandat des administrateurs et du commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statutaire de 2018.
5. L'adresse de la Société est établie à L-1660 Luxembourg, 30, Grand-rue.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire Paul DECKER, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, ès qualité qu'il agit, connu du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Paul DECKER.

Enregistré à Grevenmacher, le 31 juillet 2013. Relation GRE/2013/3167. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013119163/246.

(130144810) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

Adelaide Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 136.733.

Les comptes annuels au 05 novembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Schuttrange, le 21 août 2013.

Référence de publication: 2013119128/10.

(130145339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

AS LFC S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 7, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 158.702.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 août 2013.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2013119141/14.

(130144937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

**AS LFC S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Associated Directors Luxembourg).**

Siège social: L-5326 Contern, 1, rue de l'Etang.
R.C.S. Luxembourg B 158.702.

In the year two thousand and thirteen, on the seventh day of the month of August;

Before Us M^e Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

APPEARED:

Mr. Andri SIGURDSSON, lawyer and independent consultant, born in Reykjavik (Island), on December 10, 1972, residing in L-8124 Bridel, 14, rue des Carrefours,

here represented by Mr. Raymond HENSCHEN, maître en sciences économiques, residing in L-2241 Luxembourg, 20, rue Tony Neuman, by virtue of a proxy given under private seal; such proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy-holder and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing person, represented as said before, has declared and requested the officiating notary to state:

- That the private limited liability company "Associated Directors Luxembourg", established and having its registered office in L-5326 Contern, 1, rue de l'Etang, registered with the Trade and Companies' Registry of Luxembourg, section B, under the number 158.702, (the "Company"), has been incorporated by deed of M^e Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg, on January 27, 2011, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 899 of May 4, 2011;

- That the appearing person is the sole actual partner (the "Sole Partner") of the Company and that he has taken, through his proxy-holder, the following resolutions:

First resolution

The Sole Partner decides to change the Company's denomination into "AS LFC S.a r.l." and to amend subsequently article 2 of the bylaws in order to give it the following wording:

« **Art. 2. Corporate name.** The Company will have the name "AS LFC S.à r.l." »

Second resolution

The Sole Partner decides to transfer the registered office from Contern to L-1661 Luxembourg, 7, Grand-Rue, and to consequently amend the first sentence of article 5 of the bylaws as follows:

« **Art. 5. Registered office.** The registered office is established in the municipality of Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg). »

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately six hundred sixty-five Euros.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing person, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing person, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed with Us the notary the present deed.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le septième jour du mois d'août;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

Monsieur Andri SIGURDSSON, avocat et consultant indépendant, né à Reykjavik (Islande), le 10 décembre 1972, demeurant à L-8124 Bridel, 14, rue des Carrefours,

ici représenté par Monsieur Raymond HENSCHEN, maître en sciences économiques, demeurant à L-2241 Luxembourg, 20, rue Tony Neuman, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée; laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter:

- Que la société à responsabilité limitée "Associated Directors Luxembourg", établie et ayant son siège social à L-5226 Contern, 1, rue de l'Etang, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 158.702, (la "Société"), a été constituée suivant acte reçu par Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg, le 27 janvier 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 899 du 4 mai 2011;

- Que le comparant est le seul associé actuel (l'"Associé Unique") de la Société et qu'il a pris, par sa mandataire, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de changer la dénomination de la Société en "AS LFC S.à r.l." et de modifier subséquemment l'article 2 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 2. Dénomination.** La Société aura la dénomination "AS LFC S.à r.l." »

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de transférer le siège social de Contern à L-1661 Luxembourg, 7, Grand-Rue, et de modifier conséquemment la première phrase de l'article 5 des statuts comme suit:

« **Art. 5. Siège social.** Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg). »

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de six cent soixante-cinq euros.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête du comparant le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête du même comparant, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire du comparant, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: R. HENSCHEN, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 8 août 2013. LAC/2013/37373. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 19 août 2013.

Référence de publication: 2013119140/85.

(130144924) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

faberhaus s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6970 Oberanven, 40A, rue Andethana.

R.C.S. Luxembourg B 151.901.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2011 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 02.08.2013.

Référence de publication: 2013119125/10.

(130145403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

EKIAM S. à r. l. & Cie. R.T. Vierte S.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-6720 Grevenmacher, 16, rue de l'Eglise.

R.C.S. Luxembourg B 149.808.

Die mit Gesellschafterbeschluss vom 23.05.2013 beschlossene Verschmelzung wurde durchgeführt.

Die Gesellschaft EKIAM S. à r. l. & Cie. R.T. Erste S.e.c.s bleibt bestehen.

118351

Grevenmacher, den 19.08.2013.

EKIAM Management S. à r. l.

vertreten durch den Wolfgang Albus

Geschäftsführer

Référence de publication: 2013119113/13.

(130144558) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2013.

AB Acquisitions Luxco 6 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 27.820.000,00.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 173.851.

In the year two thousand and thirteen on the twentieth day of August, au 3.15 p.m.

Before the undersigned, Maître Joseph Elvinger notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Alliance Boots International Limited, a private limited liability company incorporated under the laws of England and Wales, registered with the Companies House under number 06166738 and having its registered office at Sedley Place, 4th floor, 361 Oxford Street, London, W1C2JL, United Kingdom, here represented by Mrs Rachel UHL, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal.

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of "AB Acquisitions Luxco 6 S.à r.l.", (hereinafter the "Company"), a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 173851, incorporated pursuant to a deed of Maître Jean-Joseph Wagner dated 18 December 2012, whose articles of incorporation (the "Articles") have been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial C") dated 12 February 2013 number 338 page 16197. The Articles have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary on 31st January 2013 and published in the Mémorial C dated 25 March 2013 number 720 page 34538.

The appearing party representing the whole corporate capital requires the notary to act the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of fifteen million British Pounds (GBP 15,000,000.-) so as to raise it from its present amount of twelve million eight hundred and twenty thousand British Pounds (GBP 12,820,000.-) to twenty-seven million eight hundred and twenty thousand British Pounds (GBP 27,820,000.-) by creating and issuing fifteen million (15,000,000) new shares each having a nominal value of one British Pound (GBP 1.-) and the rights and obligations set out in the Articles (collectively referred as the "New Shares") and with a share premium of an amount of two hundred and eighty-five million British Pounds (GBP 285,000,000.-) through a contribution in kind.

Subscription and payment

The Sole Shareholder declares to subscribe for all the New Shares and related share premium through a contribution in kind amounting to three hundred million British Pounds (GBP 300,000,000.-) and consisting of an uncontested and freely transferable claim held by the Sole Shareholder (the "Contribution").

The total contribution of an amount of three hundred million British Pounds (GBP 300,000,000.-), corresponding to the Contribution, is allocated as follows: (i) fifteen million British Pounds (GBP 15,000,000.-) are allocated to the share capital of the Company and (ii) two hundred and eighty-five million British Pounds (GBP 285,000,000.-) are allocated to the Share Premium Account (as defined in the Articles).

As it appears from the valuation report presented to the notary, the board of managers of the Company has valued the Contribution at three hundred million British Pounds (GBP 300,000,000.-), such amount corresponding to at least the nominal value of the New Shares and related share premium.

The proof of the existence and of the value of the Contribution has been produced to the undersigned notary.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 5.1 of the Articles (Share capital), which shall read as follows:

" Art. 5. Share capital.

5.1 The share capital of the Company is set at twenty-seven million eight hundred and twenty thousand British Pounds (GBP 27,820,000.-) divided into twenty-seven million eight hundred and twenty thousand (27,820,000) shares with a

nominal value of one British Pound (GBP 1.-) each (the "Shares"). In these Articles, "Shareholders" means the holders at the relevant time of the Shares and Shareholder shall be construed accordingly.

[...]"

The meeting closed at 3.30 p.m.

Costs and Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to seven thousand euros.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party known to the notary by her name, first name, civil status and residence, the proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingtième jour d'août, à 15.15 heures.

Par-devant le soussigné Maître Joseph Elvinger, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

Alliance Boots International Limited, une société à responsabilité limitée régie par les lois d'Angleterre et d'Ecosse, immatriculée auprès du Companies House sous le numéro 06166738 et ayant son siège social au Sedley Place, 4th floor, 361 Oxford Street, London, W1C2JL, Royaume-Uni ici représentée par Madame Rachel UHL, juriste, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration délivrée sous seing privé.

Ladite procuration signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera attachée au présent acte pour être soumise avec lui aux autorités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante est l'associé unique ("Associé Unique") d'"AB Acquisitions Luxco 6 S.à r.l." (ci-après la "Société"), une société à responsabilité limitée immatriculée au Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 173851, et constituée par un acte notarié de Maître Jean-Joseph Wagner, en date du 18 décembre 2012, dont les statuts (les "Statuts") ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial C") en date du 12 février 2013 numéro 338 page 16197. Les Statuts ont été modifiés pour la dernière fois selon un acte du notaire soussigné en date du 31 janvier 2013 et ont été publiés au Mémorial C en date du 25 mars 2013 page 34538 numéro 720.

La partie comparante, représentant l'ensemble du capital social requiert le notaire d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de quinze millions Livres Sterling (GBP 15.000.000,-) afin de la porter de son montant actuel de douze millions huit cent vingt mille Livres Sterling (GBP 12.820.000,-) à vingt-sept millions huit cent vingt mille Livres Sterling (GBP 27.820.000,-) en créant et émettant quinze millions (15.000.000) nouvelles parts sociales ayant chacune une valeur nominale d'une Livre Sterling (GBP 1,-) et les droits et obligations définis dans les Statuts (collectivement dénommées les "Nouvelles Parts Sociales") et avec une prime d'émission d'un montant de deux cent quatre-vingt-cinq millions Livres Sterling (GBP 285.000.000,-) par un apport en nature.

Souscription et paiement

L'Associé Unique déclare souscrire à toutes les Nouvelles Parts Sociales émises et prime d'émission liée par un apport en nature d'un montant de trois cents millions Livres Sterling (GBP 300.000.000,-) et consistant en une créance incontestée et librement transmissible détenue par l'Associé Unique ("Apport").

L'apport total d'un montant de trois cents millions Livres Sterling (GBP 300.000.000,-) correspondant à l'Apport est alloué comme suit: (i) quinze millions Livres Sterling (GBP 15.000.000,-) sont allouées au capital social de la Société et (ii) deux cent quatre-vingt-cinq millions Livres Sterling (GBP 285.000.000,-) sont allouées au Compte de Prime d'Emission de la Société (comme défini dans les Statuts).

Ainsi qu'il apparaît du rapport d'évaluation présenté au notaire, le conseil de gérance de la Société a évalué l'Apport à trois cents millions Livres Sterling (GBP 300.000.000,-), un tel montant correspondant au moins à la valeur nominale des Nouvelles Parts Sociales et de la prime d'émission liée.

La preuve de l'existence et de la valeur de l'Apport a été produite au notaire soussigné.

Seconde résolution

L'Associé Unique décide de modifier le premier paragraphe de l'article 5.1 des Statuts (Capital Social) qui devra désormais se lire comme suit:

" 5. Capital social.

5.1 Le capital social est fixé à vingt-sept millions huit cent vingt mille Livres Sterling (GBP 27.820.000,-) représenté par vingt-sept millions huit cent vingt mille (27.820.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'une Livre Sterling (GBP 1,-) chacune (les "Parts Sociales"). Dans les présents Statuts, "Associés" signifie les détenteurs au moment pertinent des Parts Sociales et Associé doit être interprété conformément.

[...]"

L'assemblée s'est clôturée à 15.30 heures

Frais et dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société et qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, s'élèvent à environ sept mille euros.

Fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; à la requête de la partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

L'acte ayant été lu au mandataire de la partie comparante connu du notaire par son nom, prénom, statut civil et résidence, le mandataire de la partie comparante a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: R. UHL, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 août 2013. Relation: LAC/2013/38761. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

Pour expédition conforme, délivrée à la Société sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 août 2013.

Référence de publication: 2013119148/128.

(130145422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

Augusta (Gibraltar) Holdings II S.C.S., Société en Commandite simple.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 2, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 165.000.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 août 2013.

Léonie GRETHEN.

Référence de publication: 2013119142/10.

(130145168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

Palais S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2714 Luxembourg, 6-12, rue du Fort Wallis.

R.C.S. Luxembourg B 108.894.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires tenue le 26 novembre 2012.

L'assemblée a pris acte que le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes sont venus à échéance.

L'assemblée générale a décidé de nommer comme administrateurs de la société:

- Monsieur Lionel Coupé, né le 21 août 1973 à Valenciennes (France), résident professionnellement à L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon

- Madame Françoise Gastaldi, née le 3 août 1953 à Monaco, résident à 48 Eaton Mews South, SW1W 9HR Londres (Grande Bretagne)

- la société TCARMA S.A., inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 137.673, ayant son siège social à L-2714 à Luxembourg, 6-12, rue du Fort Wallis, représentée par son administrateur-délégué Madame Françoise Gastaldi, née le 03 août 1953 à Monaco, résident à 48 Eaton Mews South, SW1W 9HR Londres (Royaume-Uni)

L'assemblée décide de nommer la société KOBUS à r.l., ayant son siège social à L-2714 Luxembourg, 6-12, rue du Fort Wallis, R.C.S. Luxembourg numéro B84077, comme commissaire aux comptes de la société.

Le mandat des administrateurs et du commissaire ainsi nommés prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 novembre 2012.

PALAIS S.A.

Référence de publication: 2013121386/24.

(130147505) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2013.

PineBridge Investments Fund SICAV-SIF, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 179.694.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-third day of the month of July.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

PineBridge Investment Ireland Limited, a corporation incorporated under the laws of Ireland, having its registered office at 78 Sir John Rogerson's Quay, Dublin 2, Ireland, represented by Me Laetitia Servais, avocat à la Cour, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 22nd July 2013. The proxy given, signed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a company which is hereby established as follows:

Art. 1. Name. There exists among the subscriber and all those who may become holders of shares a company in the form of a "société anonyme" qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé" under the name of "PineBridge Investments Fund SICAV-SIF" (the "Company").

Art. 2. Duration. The Company is established for an unlimited period. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the "Articles").

Art. 3. Purpose. The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in securities of any kind and other permitted assets with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company is subject to the provisions of the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended (the "Law"), and may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the fullest extent permitted by the Law.

Art. 4. Registered Office. The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, in the Grand-Duchy of Luxembourg. Wholly owned subsidiaries, branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors of the Company (the "Board").

The Board is authorised to transfer the registered office of the Company within the municipality of Luxembourg.

If and to the extent permitted by law, the Board may decide to transfer the registered office of the Company to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg.

In the event that the Board determines that extraordinary political, economic, social or military developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

Art. 5. Share Capital. The capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company as defined in Article 12 hereof.

The minimum capital of the Company shall be the minimum capital required by the Law and must be reached within twelve months after the date on which the Company has been authorised as a specialised investment fund under the Law.

The Board may, at any time, as it deems appropriate, decide to create one or more compartments or sub-funds within the meaning of article 71(1) of the Law (each such compartment or sub-fund, a "Sub-Fund"). The Company constitutes a single legal entity, but the assets of each Sub-Fund shall be invested for the exclusive benefit of the shareholders of the corresponding Sub-Fund and the assets of a specific Sub-Fund are solely accountable for the liabilities, commitments and

obligations of that Sub-Fund. The Board may, at any time, set-up Sub-Funds which shall be reserved to a single investor as shall be disclosed in the sales documents of the Company.

The shares to be issued in a Sub-Fund may, as the Board shall determine, be of one or more different classes (each such class, a "Class"), the features, terms and conditions of which shall be established by the Board.

For the purpose of these Articles, any reference hereinafter to "Sub-Fund" shall also mean a reference to "Class" and vice-versa, unless the context otherwise requires.

The Board may also, at any time, set-up Sub-Funds which will entitle Shareholders to maintain day-to-day control of particular Sub-Funds' assets and accordingly for which all investment decisions will require a prior unanimous resolution of the Shareholders pursuant to Article 14 herein (each such Sub-Fund being a "Restricted Asset Sub-Fund"). By subscribing Shares of such Restricted Asset Sub-Funds, each investor agrees that the Sub-Funds shall initially hold "Cash and Cash Equivalents" and grant the "PPLs" (each as described in the relevant sale documents of the Company) and that any change in the investments made by such a Restricted Asset Sub-Fund (other than changes arising from the drawdown or repayment of the PPLs or transactions relating to Cash and Cash Equivalents that in each case are solely for liquidity purposes) will require a unanimous resolution as set out above. In addition, the Shareholders may by unanimous resolution authorise or instruct such a Restricted Asset Sub-Fund to choose different investments.

The Board may create each Sub-Fund for an unlimited or a limited period of time.

The proceeds from the issuance of shares of any Class within a Sub-Fund shall be invested pursuant to Article 3 hereof in securities of any kind or other permitted assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities or assets or with such other specific features, as the Board shall from time to time determine in respect of the relevant Sub-Fund.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not expressed in USD, be converted into USD and the capital shall be the total of the net assets of all the Sub-Funds.

Art. 6. Form of Shares. The Company will issue shares in registered form only. The Company shall consider the person in whose name the shares are registered in the register of shareholders (the "Register of Shareholders"), as full owner of the shares. The Company shall be entitled to consider any right, interest or claim of any other person in or upon such shares to be non-existing, provided that the foregoing shall deprive no person of any right which he might properly have to request a change in the registration of his shares.

Unless specifically requested by a shareholder, the Company will not issue share certificates and shareholders will receive a confirmation of their shareholding instead. If a shareholder desires to obtain share certificates, correspondent costs may be charged to such shareholder. Share certificates, if applicable, shall be signed by any two duly authorised directors of the Company (the "Director(s)") or by one Director and a person duly authorized thereto by the Board. Signatures of the Directors may be either manual, or printed, or by facsimile. The signature of the authorised person shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the Board may from time to time determine.

Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription. The Board is authorised to determine the conditions of any such issue and to make any such issue, subject to payment at the time of issue of the shares. The subscriber will, without undue delay, obtain delivery of definitive share certificates or, subject as aforesaid, a confirmation of his shareholding.

As regards distributing share Classes (if any), payments of dividends will be made to shareholders, in respect of registered shares, by bank transfer or by cheque mailed at their mandated addresses in the Register of Shareholders or to such other address as given to the Board in writing.

A dividend declared but not claimed on a share within a period of five years from the payment notice given thereof, cannot thereafter be claimed by the holder of such share and shall be forfeited and revert to the Company. No interest will be paid or dividends declared pending their collection.

All issued registered shares of the Company shall be inscribed in the Register of Shareholders, which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company and such Register of Shareholders shall contain the name of each holder of registered shares, his residence or elected domicile so far as notified to the Company and the number and Class of shares held by him. Every transfer of a share shall be entered in the Register of Shareholders upon payment of such customary fee as shall have been determined by the Board (and disclosed in the sales documents of the Company) for registering any other document relating to or affecting the title to any share.

Shares, when fully paid, shall be free from any lien in favour of the Company.

Transfer of shares shall be effected by written declaration of transfer to be inscribed in the Register of Shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. The Company may also recognize any other evidence of transfer satisfactory to it. Transfers of shares are conditional upon (i) the proposed transferee qualifying as an Eligible Investor and (ii) all other conditions reasonably imposed by the Board.

Every registered shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will be entered in the Register of Shareholders. In the event of joint holders of shares, only one address will be inserted and any notices will be sent to that address only.

In the event that such shareholder does not provide such address, or such notices and announcements are returned as undeliverable to such address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the Register of Shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

Fractions of shares may be issued up to three (3) decimal places.

If payment made by any subscriber results in the issue of a share fraction, such fraction shall be entered into the Register of Shareholders. It shall not be entitled to vote but shall, to the extent the Company shall determine, be entitled to a corresponding fraction of the dividend or other distributions.

The Company will recognise only one holder in respect of a share in the Company. In the event of joint ownership the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant share or shares until one person shall have been designated to represent the joint owners vis-à-vis the Company.

In the case of joint shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint shareholders together, at its absolute discretion.

If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

The Company may, at its election, charge the shareholder for the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses undergone by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the cancellation of the original share certificate.

Art. 7. Restrictions on Ownership. The Board will have power to impose such restrictions as it may think necessary for the purpose of ensuring that no Shares in the Company are acquired or held by or on behalf of (a) any person, firm or corporate body not qualifying as an Eligible Investor, (b) any person, firm or corporate body in breach of the law or requirements of any country or governmental or regulatory authority (if the Board shall have determined that any of the Company, the Board, any manager of the Company's assets or any of the Company's appointed agents would suffer any disadvantage as a result of such breach), (c) any person, firm or corporate body in circumstances which in the opinion of the Board might result in the Company incurring any liability or taxation (including any tax liabilities that might derive, inter alia, from any breach of the requirements imposed by the Foreign Account Compliance Act ("FATCA") and related US regulations), and in particular if the Company may become subject to tax laws other than those of the Grand Duchy of Luxembourg or suffering any disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered, including under any securities or investment or similar laws or requirements of any country or authority, or (d) any person, firm or corporate body would not comply with specific eligibility criteria for a specific Sub-Fund or Class as determined by the Board and laid down in the sales documents of the Company (such persons, including any US Persons, as such term is defined hereinafter, firms or corporate bodies to be determined by the Board being referred to as "Prohibited Persons"). More specifically, the Board may restrict or prevent the ownership of Shares in the Company by any Prohibited Person and for such purposes the Company may:

a) decline to issue any share or to register any transfer of any share where it appears to it that such registration would or might result in such share being directly or beneficially owned by a Prohibited Person who is precluded from holding such shares or might result in beneficial ownership of such shares by any person who is a national of, or who is resident or domiciled in a specific country determined by the Board, exceeding the maximum percentage fixed by the Board of the Company's capital which can be held by such persons (the "maximum percentage") or might entail that the number of such persons who are shareholders of the Company exceeds a number fixed by the Board (the "maximum number");

b) at any time require any person whose name is entered in the Register of Shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's share rests or will rest in a Prohibited Person or a person who is a national of, or who is resident or domiciled in such other country determined by the Board; and,

c) decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of shareholders of the Company; and

d) where it appears to the Board that any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is the beneficial owner of shares or holds shares in excess of the maximum percentage or would entail that the maximum number or maximum percentage would be exceeded or has produced forged certificates and guarantees determined by the Board, (i) direct such shareholder to (a) transfer his shares to a person qualified to own such shares, or (b) request the Company to redeem his shares, or (ii) compulsorily redeem from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

1) The Board will serve a notice (hereinafter called the "redemption notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the Register of Shareholders as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the redemption price in respect of such share is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder will thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates (if issued) representing the shares specified in the redemption notice. Immediately after the close of business on the date specified in the redemption notice, such shareholder will cease to be a shareholder and the shares previously held or owned by him will be cancelled;

2) The price at which the shares specified in any redemption notice will be redeemed (herein called the "redemption price") will be an amount equal to the Net Asset Value per share of shares in the Company of the relevant Class, determined in accordance with Article 12 hereof, or any other amount specified in the sales documents of the Company, less any service charge (if any); where it appears that, due to the situation of the shareholder, payment of the redemption price by the Company, any of its agents and/or any other intermediary may result in either the Company, any of its agents and/or any other intermediary to be liable to a foreign authority for the payment of taxes or other administrative charges, the Company may further withhold or retain, or allow any of its agents and/or other intermediary to withhold or retain, from the redemption price an amount sufficient to cover such potential liability until such time that the shareholder provides the Company, any of its agents and/or any other intermediary with sufficient comfort that their liability will not be engaged, it being understood (i) that in some cases the amount so withheld or retained may have to be paid to the relevant foreign authority, in which case such amount may no longer be claimed by the shareholder, and (ii) that potential liability to be covered may extend to any damage that the Company, the Board, any appointed agent and/or any other intermediary may suffer as a result of their obligation to abide by confidentiality rules;

3) Payment of the redemption price will be made to the shareholder appearing as the owner thereof in the currency in which the Net Asset Value of the shares of the Sub-Fund or Class concerned is determined and the redemption price will be deposited with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such person but only, if a share certificate has been issued, upon surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such redemption notice will have any further interest in such shares or any of them, or any claim against or in the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the thereof owner to receive the price so deposited (without interest) from such bank as aforesaid;

4) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article will not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Whenever used in these Articles, and unless defined otherwise or more precisely in the sales documents of the Company, the term "US Person" will have the same meaning as in Regulation S, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1933, as amended (the "1933 Act") or as in any other regulation or act (including, but not limited to, FATCA) which will come into force within the United States of America and which will in the future replace Regulation S of the 1933 Act or which may further define the term "U.S. person".

The Board may, from time to time, amend or clarify the aforesaid meaning in particular via appropriate disclosure in the sales documents of the Company. In addition to any liability under applicable law, each shareholder who does not qualify as an Eligible Investor or who is a Prohibited Person, and who holds shares in the Company (or is a beneficial owner thereof), shall hold harmless and indemnify the Company, the Board, the other shareholders and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish his status as an Eligible Investor or has failed to notify the Company of his loss of such status.

Art. 8. Issue of Shares. The Board is authorised without limitation to issue further partly or fully paid shares at any time in accordance with the procedures and subject to the terms and conditions determined by the Board and disclosed in the sales documents of the Company, without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscription of the shares to be issued.

The Board may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any Class; the Board may, in particular, decide that shares of any Class shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the sales documents of the Company for the shares of the Company.

Unless otherwise decided by the Board and disclosed in the sales documents of the Company, whenever the Company shall offer shares for subscription, the price per share at which such shares shall be offered and sold, shall be based on the net asset value (the "Net Asset Value") per share for the relevant Class as determined in accordance with the provisions of Article 12 hereof plus a sales charge, if any, as the sales documents of the Company may provide. The price so determined shall be payable within a period as determined by the Board and disclosed in the sales documents of the Company.

The subscription price (not including the sales commission) may, upon approval of the Board and subject to all applicable laws, namely with respect to a special audit report from the auditor of the Company confirming the value of any assets contributed in kind, be paid by contributing to the Company securities or other assets acceptable to the Board and consistent with the investment policy and investment restrictions of the relevant Sub-Fund. Any costs incurred in connection with a contribution in kind will be borne by the relevant shareholder.

Shares may only be subscribed by well-informed investors (investisseurs avertis) within the meaning of the Law (the "Eligible Investors" or individually an "Eligible Investor").

The Board may delegate to any Director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting subscriptions and/or delivering and receiving payment for such new shares, remaining always within the limits imposed by the Law.

Art. 9. Redemptions of Shares. As is more specifically prescribed herein below the Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

The Board may, in its discretion, impose a lock-up period during which shares of the relevant Sub-Fund or Class may not be redeemed. After such lock-up period (if any), and unless provided otherwise for a Class in the sales documents of the Company, any shareholder may at any time request the redemption of all or part of his shares by the Company. Any redemption request must be filed by such shareholder in written form (or a request evidenced by any electronic mean deemed acceptable to the Company), subject to the conditions set out in the sales documents of the Company, at the registered office of the Company or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of shares, together with the delivery of the certificate(s) for such shares in proper form (if issued) and accompanied by proper evidence of transfer or assignment.

The redemption price shall be paid within such time after the relevant Redemption Day (as defined in the sales documents of the Company) as shall be determined by the Board and disclosed in the sales documents of the Company and, unless otherwise decided by the Board and disclosed in the sales documents of the Company, shall be equal to the Net Asset Value for the relevant Class as determined in accordance with the provisions of Article 12 hereof less, if any, a redemption charge, a deferred sales charge, a performance fee and/or any other charge as the sales documents of the Company may provide, such price being rounded up or down to the nearest cent as the Board may determine. If in exceptional circumstances the liquidity of the portfolio of assets maintained in respect of the Sub-Fund the Shares of which are being redeemed is not sufficient to enable the payment to be made within such a period, such payment shall be made as soon as reasonably practicable thereafter but without interest.

Unless otherwise decided by the Board, if, as a result of a redemption, the value of a shareholder's holding would become less than the minimum holding amount to be determined from time to time by the Board and to be disclosed in the sales documents of the Company, the Board may decide that the redeeming shareholder shall be deemed to have requested the conversion of the rest of his shares into shares of the Class of the same Sub-Fund with a lower minimum holding amount (subject to the fulfilment of any requirements imposed on such Class) and, if the redeeming shareholder was holding shares of the Class with the lowest minimum holding amount, the Board may decide that the redeeming shareholder shall be deemed to have requested the redemption of all of his shares. The Board may also at any time decide to compulsorily redeem or convert all Shares from any shareholder whose holding is less than the minimum holding amount specified in the sales document of the Company. Before any such compulsory redemption or conversion, each shareholder concerned will receive a one month's prior notice to increase his holding above the applicable minimum holding amount at the applicable Net Asset Value per share.

The Board may also compulsorily redeem the shares of a shareholder who has failed to provide any information or declaration required by the Board within the timeframe provided for in the sales documents of the Company.

The Board may refuse redemptions for an amount less than the minimum redemption amount as determined by the Board and disclosed in the sales documents of the Company, if any, or any other amount the Board would determine in its sole discretion.

If applications for redemption on any relevant Valuation Day exceed in aggregate any percentage of the Net Asset Value of the relevant Sub-Fund being fixed from time to time by the Board and disclosed in the sales documents of the Company, the Board may decide to defer redemption requests so that such percentage is not exceeded under the terms and conditions defined by the Board and disclosed in the sales documents of the Company.

The Board may extend the period for payment of redemption proceeds in exceptional circumstances to such period as shall be necessary to repatriate proceeds of the sale of investments in the event of impediments due to exchange control regulations or similar constraints in the markets in which a substantial part of the assets of the Company are invested or in exceptional circumstances where the liquidity of the Company is not sufficient to meet the redemption requests. The Board may also determine the notice period, if any, required for lodging any redemption request of any specific Class or Classes. The specific period for payment of the redemption proceeds of any Class of the Company and any applicable notice period as well as the circumstances of its application will be disclosed in the sales documents of the Company relating to the sale of shares of such Class.

The Board may delegate to any duly authorised Director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting requests for redemption and effecting payments in relation thereto.

The Board may (subject to the principle of equal treatment of shareholders and the consent of the shareholder(s) concerned) satisfy redemption requests in whole or in part in kind by allocating to the redeeming shareholders investments from the portfolio in value equal to the Net Asset Value attributable to the shares to be redeemed as described in the sales documents of the Company.

Such redemption will, if and to the extent required by law or regulation, be subject to a special audit report by the approved statutory auditor of the Company confirming the number, the denomination and the value of the assets which the Board will have determined to be contributed in counterpart of the redeemed shares. The specific costs for such redemptions in kind, in particular the costs of the special audit report, will have to be borne by the shareholder requesting the redemption in kind or by a third party, but will not be borne by the Company unless the Board considers that the redemption in kind is in the interest of the Company or made to protect the interests of the Company or of the shareholders. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of shares in the relevant Class.

Any request for redemption will be irrevocable except in the event of suspension of redemption pursuant to Article 11 hereof. In the absence of revocation, redemption will occur as of the first applicable Valuation Day after the end of the suspension period.

Shares of the Company redeemed by the Company shall be cancelled.

Art. 10. Conversions of Shares. Unless provided for otherwise for a Class in the sales documents of the Company, any shareholder may request conversion of whole or part of his shares of one Class into shares of another Class of the same or of another Sub-Fund (or into shares of the same Class of another Sub-Fund) at the respective Net Asset Values of the shares of the relevant Class, provided that the Board may impose such restrictions between Classes as disclosed in the sales documents of the Company as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversions subject to certain conditions, including compliance with any restriction of ownership imposed on the relevant Class or payment of a charge as specified in the sales documents of the Company. In any case and notwithstanding the above, no conversion of shares into shares of another Class within the same or different Sub-Fund may be made at any time when issues and redemptions of shares in either or both of the relevant Classes are suspended.

No conversion by a single shareholder may, unless otherwise decided by the Board, be for an amount of less than that of the minimum holding amount as determined from time to time by the Board and disclosed in the sales documents of the Company.

If a conversion of shares would reduce the value of the holdings of a single shareholder of shares of one Class below the minimum holding amount as the Board shall determine from time to time, then the Board may decide that such shareholder shall be deemed to have requested the conversion of all his shares of such Class.

The Board may in its absolute discretion compulsorily convert any holding with a value of less than the minimum holding amount to be determined from time to time by the Board and to be disclosed in the sales documents of the Company.

Conversion requests shall be revocable under the conditions and within the deadline specified in the sales documents of the Company, subject to the Board's discretion to decide to accept any withdrawal of an application received after such deadline taking due account of the principle of equal treatment of shareholders and in the interest of the relevant Sub-Fund.

Shares which have been converted into shares of another Class shall be cancelled.

Art. 11. Frequency and Temporary Suspension of the Determination of the Net Asset Value. The Net Asset Value, the subscription price, redemption price and conversion price of shares of each Class in the Company shall be determined as to the shares of each Class by the Company from time to time, as the Board may decide (every such day or time for determination thereof being referred to herein as a "Valuation Day").

The Company may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value, the subscription price and redemption price of shares of any particular Class of any Sub-Fund and in consequence the issue, redemption and conversion of the shares in such Class in any of the following events:

(a) any period (other than ordinary holidays or customary weekend closings) when any market or Recognised Exchange (as defined in the sales documents of the Company) is closed and which is the main market or Recognised Exchange for a significant portion of the relevant Sub-Fund's investments or in which trading thereon is restricted or suspended; or

(b) any period when a political, economic, military, monetary or other emergency exists as a result of which disposal by the relevant Sub-Fund of investments which constitute a substantial portion of the assets of the Sub-Fund is impracticable or it is not possible to transfer monies involved in the acquisition or disposition of investments at normal rates of exchange, or it is not practically feasible for the Company (or its appointed agent) fairly to determine the value of any assets of the Sub-Fund; or

(c) any period when for any reason, the value of a substantial portion of the investments owned by the relevant Sub-Fund cannot be reasonably, promptly or accurately ascertained; or

(d) any period when the relevant Sub-Fund is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of Shares from Shareholders or making any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of

investments or when payments due on a redemption of Shares from Shareholders cannot in the reasonable opinion of the Company (or its appointed agent) be effected at normal rates of exchange; or

(e) any period during which there is a breakdown in the means of communication normally employed in determining the price of any of the investments or the current prices on any market or Recognised Exchange; or

(f) any period when such suspension is required by the Luxembourg supervisory authority in the interests of Shareholders and/or the public; or

(g) if the Company or the relevant Sub-Fund is being or may be wound-up on or following the date on which notice is given of the meeting of Shareholders at which a resolution to wind up the Company or the Sub-Fund is proposed.

Any such suspension may be publicized by the Company if determined by the Board to be appropriate, and shall be promptly notified to investors and shareholders requesting subscription, redemption or conversion of shares.

Such suspension as to any Sub-Fund will have no effect on the calculation of the Net Asset Value, subscription price or redemption price, and/or the issue, redemption and conversion of the shares of any other Sub-Fund.

Art. 12. Determination of the Net Asset Value. The Net Asset Value per Share of each Class within each Sub-Fund will be expressed in the reference currency of the relevant Sub-Fund (and/or in such other currencies as the Board will from time to time determine) as a per Share figure and will be determined as of any Valuation Day by dividing the total net assets of the Company attributable to the relevant Sub-Fund, being the value of the assets of the Company attributable to such Sub-Fund less the liabilities attributable to such Sub-Fund, on any such Valuation Day, by the number of Shares of the relevant Class then outstanding, in accordance with the rules set forth below.

The Net Asset Value per Share will be rounded to two (2) decimal places.

A. The assets of the Company will include (without limitation):

(a) all cash on hand or on deposit, including any interest thereon;

(b) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);

(c) all bonds, time notes, securities, units/shares in undertakings for collective investment ("UCIs"), shares, stock, debenture stocks, subscription rights, futures contracts, warrants, options, swaps and other investments and securities owned or contracted for by the Company;

(d) all stock, stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company (provided that the Company may make adjustments with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);

(e) all dividends and distributions due to the Company in cash or in kind to the extent known to the Company (the Company may however adjust the valuation to fluctuations in the market value of securities due to trading practices such as trading ex-dividends or ex-rights);

(f) all accrued interest on any interest-bearing securities owned by the Company except to the extent such interest is included or reflected in the principal thereof;

(g) the preliminary expenses of the Company insofar as the same have not been written off; and

(h) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

(1) Securities admitted to official listing on a Recognised Exchange or traded on another regulated market which operates regularly and is recognised and open to the public shall be valued on the basis of the last traded price or, if the last traded price is not available, the last bid price quoted for those securities provided always that if for a specific security the last traded price or last bid price quoted is not available or does not in the opinion of the Board or its delegate reflect their fair value, the value shall be the probable realisation value estimated with care and in good faith by the Board or by a competent person appointed by the Board;

(2) where a security is listed on several exchanges, the relevant market shall be the market that constitutes the main market, or one which the Board (or its appointed agent) determines provides the fairest criteria in a value for the investments or other assets. The value of any investment listed on a stock exchange but acquired or traded at a premium or at a discount outside the relevant stock exchange may be valued taking into account the level of premium or discount as at the date of valuation of the investment. Such premium or discount shall be provided by an independent broker or market maker or if such prices are unavailable, by any appointed investment manager;

(3) the value of an asset may be adjusted by the Board (or its appointed agent) where such adjustment is considered necessary to reflect the fair value in the context of currency, marketability, dealing costs and/or such other considerations which are deemed relevant;

(4) non-listed securities shall be valued by the Board or by a competent person appointed by the Board with care and in good faith on the basis of their probable realisation value. In the case where the competent person may be a party connected with the Company or the relevant Sub-Fund or the Board, if any conflict should arise, it will be resolved fairly and in the best interests of Shareholders;

(5) cash and other liquid assets will be valued at their nominal value plus accrued interest;

(6) derivative contracts traded on a market shall be valued at the settlement price as determined by the market. If the settlement price is not available, the value shall be the probable realisation value estimated with care and in good faith by

the Board or a competent person appointed by the Board. Derivatives contracts which are not traded on a market (such as swap agreements) will be valued on the basis of a price provided by a counterparty (on at least a daily basis). This value will be verified by a party independent of the counterparty, at least weekly. Alternatively, an over-the-counter derivative contract may be valued daily on the basis of a quotation from an independent pricing vendor with adequate means to perform the valuation or other competent person, firm or corporation (which may include any appointed investment manager) selected by the Board. Where this alternative valuation is used, the Board must follow international best practice and adhere to the principles on such valuations established by bodies such as the International Organisation of Securities Commissions and the Alternative Investment Management Association. Any such alternative valuation must be reconciled to the counterparty valuation on a monthly basis. Where significant differences arise, these must be promptly investigated and explained;

(7) forward foreign exchange contracts and interest rate swap contracts shall be valued in the same manner as derivative contracts which are not traded on a regulated market or by reference to the price at which a new forward contract of the same size and maturity could be undertaken;

(8) shares/units in UCIs not valued pursuant to paragraph (1) and (2) above shall be valued at the latest available bid price or at latest net asset value of the shares/units of the relevant UCI;

(9) the Board or its delegate may value securities having a residual maturity not exceeding six months using the amortised cost method of valuation;

(10) the Board or its delegate may, at its discretion in relation to any particular Sub-Fund which is a money market fund, value any investment using the amortised cost method of valuation.

The Board may from time to time adopt and update (a) valuation policy(ies) based on the principles set out above but which shall enable the Board (or its appointed agent) to proceed to a fairer valuation of (a) certain category(ies) of assets and/or of the assets of a particular Sub-Fund. Shareholders shall be informed of the adoption or of the amendment of such valuation policy(ies), copies of which may be obtained free of charge from the registered office of the Company.

In the event of it being impossible or incorrect to carry out a valuation of a specific asset in accordance with the valuation rules set out in (1) - (10) above, the Board (or its appointed agent) is entitled to use other generally recognised valuation methods (approved by the Board) in order to reach a proper valuation on that specific asset.

The value of each Sub-Fund may be recalculated without notice, in the event of extreme volatility in stock market movements, if the Board considers that such recalculation better reflects the value of each Sub-Fund.

The Board may, at its discretion, permit some other method of valuation to be used if it considers that such method of valuation better reflects the true value and is in accordance with good accounting practice.

The Board may decide to implement a dilution adjustment for subscriptions and redemptions of shares of a Sub-Fund on any Dealing Date (as defined in the sales documents of the Company) in order to mitigate the dilutive effect such transactions may have on such Sub-Fund. The dilution adjustment represents transaction costs incurred in the purchase and sale of a Sub-Fund's investments and the spread between the buying and selling prices of such investments. The Board will apply the dealing adjustment (if any) if the existing shareholders (in case of subscriptions) or remaining shareholders (in case of redemptions) might otherwise be adversely affected. As the dilution adjustment for each Sub-Fund (if any) will be calculated by reference to the costs of dealing spreads, which can vary with market conditions, the amount of dilution adjustment can vary over time.

B. The liabilities of the Company shall be deemed to include:

- (a) all borrowings, bills and other amounts due (including accrued interest on borrowings);
- (b) all administrative and other operating expenses due or accrued including all fees payable to the Depositary and any other representatives and agents of the Company, including but not limited to any appointed alternative investment fund manager and/or investment manager;
- (c) all known liabilities due or not yet due, including the amount of dividends declared but unpaid;
- (d) an appropriate amount set aside for taxes due on the date of valuation and other provisions or reserves authorised and approved by the Board covering among others liquidation expenses; and
- (e) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by shares in the Company. In determining the amount of such liabilities, the Board shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise formation expenses, all operating expenses, including, but not limited to, administrative expenses (including the fees and expenses of any administrator), printing expenses, the costs of any documents made available to shareholders, legal expenses, expenses associated with its investment program (including, without limitation, consulting and other professional fees relating to particular investments or contemplated investments, brokerage or other transaction costs, and clearing and settlement charges), insurance expenses, including costs of any liability insurance obtained on behalf of any Sub-Fund, internal and external accounting, audit and tax preparation expenses, registration with regulatory authorities, licensing (including certain research databases and software and certain administrative software), research-related expenses (including market data and quotation services), governmental filing fees, directors' fees and expenses, mailing costs for investor reports, interest, taxes, costs associated with any litigation or investigation involving any Sub-Fund's activities, indemnification expenses, any interest expense on any Sub-Fund borrowings (including, without limitation, borrowings of securities and borrowings to satisfy requests for redemptions by shareholders), portfolio

management and risk management fees, any extraordinary expenses, and costs and other expenses associated with the operation of any Sub-Fund.

For the purposes of the valuation of its liabilities, the Board may duly take into account all administrative and other expenses of a regular or periodical character by valuing them for the entire year or any other period and by dividing the amount concerned proportionately for the relevant fractions of such period.

C. There shall be established one pool of assets and liabilities for each Sub-Fund comprising one or several Classes in the following manner:

a) if a Sub-Fund issues shares of two or more Classes, the assets attributable to such Classes will be invested in common pursuant to the specific investment objective, policy and restrictions of the Sub-Fund concerned;

b) within any Sub-Fund, the Board may determine to issue Classes subject to different terms and conditions, including, without limitation, Classes subject to (i) a specific distribution policy entitling the holders thereof to dividends or no distributions, (ii) specific subscription and redemption charges, (iii) a specific fee structure and/or (iv) other distinct features;

c) the net proceeds from the issue of shares of a Class are to be applied in the books of the Company to that Class and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto are applied to such Class subject to the provisions set forth below;

d) where any income or asset is derived from another asset, such income or asset is applied in the books of the Company to the same Sub-Fund or Class as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value is applied to the relevant Sub-Fund or Class;

e) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular Sub-Fund or Class or to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-Fund or Class, such liability is allocated to the relevant Sub-Fund or Class;

f) if any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Sub-Fund or Class, such asset or liability will be allocated to all the Sub-Funds or Classes pro rata to their respective Net Asset Values, or in such other manner as the Board, acting in good faith, may decide; and

g) upon the payment of distributions to the holders of shares of any Class, the Net Asset Value of the shares of such Class will be reduced by the amount of such distributions.

D. For the purpose of valuation under this Article:

(a) shares of the Company to be redeemed under Article 9 hereto shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Board on the Valuation Day on which such valuation is made, and from such time and until paid the price thereof shall be deemed to be a liability of the Company;

(b) shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the Board on the Valuation Day on which such valuation is made and from such time and until received by the Company the price thereof shall be deemed to be a debt due to the Company;

(c) all investments, cash balances and other assets of the Company expressed in currencies other than the reference currency in which the Net Asset Value per share of the relevant Class is calculated shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of the relevant Class; and

(d) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of assets contracted for the Company on such Valuation Day to the extent practicable.

Art. 13. General Meetings of Shareholders of the Company. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all shareholders of the Company regardless of the Class of the shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg, at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the third Wednesday of the month of June at 3 p.m. (Luxembourg Time). If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the immediately preceding bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Shareholders will meet upon call by the Board pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least 8 days prior to the meeting to each shareholder at the registered shareholder's address in the Register of Shareholders.

To the extent required by law, such notice shall, in addition, be published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Luxembourg (the "Mémorial"), in a Luxembourg newspaper and in such other newspaper as the Board may decide.

If, however, all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

The quorum and notice periods required by law shall govern the conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share of whatever Class, regardless of the Net Asset Value per share within the Class, is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or facsimile or any other electronic means capable of evidencing such proxy. Such proxy shall be deemed valid, provided that it is not revoked, for any reconvened shareholders' meeting.

Shareholders taking part in a meeting through video-conference or through other means of communication allowing their identification are deemed to be present for the purpose of computation of the quorum and votes. The means of communication used must allow all the persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and must allow an effective participation of all such persons in the meeting.

Each shareholder may vote through voting forms sent by post or facsimile to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company and which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposal submitted to the decision of the meeting, as well as for each proposal, three boxes allowing the shareholder to vote in favour of, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box.

Voting forms which show neither a vote in favour, nor against the proposed resolution, nor an abstention, are void. The Company will only take into account voting forms received prior to the general meeting which they are related to.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast.

Votes cast shall not include votes attaching to shares but in respect of which the shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote.

The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Art. 14. General Meetings of Shareholders of a Sub-Fund or Class. The shareholders holding shares of the Class or Classes issued in respect of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund.

In addition, the shareholders holding shares of any Sub-Fund or Class may hold, at any time, general meetings for any matters which are specific to such Sub-Fund or Class.

The provisions of Article 13, if applicable, shall apply mutatis mutandis to such general meetings.

Each share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles.

Unless otherwise provided for by law or herein, the resolutions of the general meeting of shareholders of a Sub-Fund or of a Class are passed by a simple majority of the votes cast.

Art. 15. Directors. The Company shall be managed by a board composed of not less than three members. Members of the Board need not be shareholders of the Company.

The Directors shall be appointed by the shareholders at their annual general meeting for a period determined by such meeting and not exceeding six (6) years and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders. The shareholders shall further determine the remuneration of the Directors.

If a legal entity is appointed as Director, such legal entity must designate a physical person as its permanent representative who shall perform this role in the name and on behalf of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints his successor at the same time.

In the event of a vacancy in the office of Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

The Board from time to time may appoint the officers of the Company, including a general manager, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board. Officers need not be Directors or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given to them by the Board.

The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to officers of the Company or to other third parties (whether physical persons or legal entities).

Art. 16. Board Meetings. The Board will choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the shareholders. The Board shall meet upon call by the chairman or any two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and of the Board, but in his absence the shareholders or the Board may appoint another Director (and, in respect of shareholders' meetings, any other person) as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all Directors at least 24 hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or facsimile or any other electronic means capable of evidencing such waiver of each Director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any Director may act at any meeting of the Board by appointing in writing or by facsimile or any electronic means capable of evidencing such appointment, another Director as his proxy. A Director may represent several of his colleagues.

Directors may also participate in board meetings, and board meetings may be held, by telephone link, telephone conference, video conference or by telecommunication means allowing their identification, an effective participation of all such persons in the meeting, and allowing all persons participating in the meeting to hear one another on a continuous basis. The participation in a meeting by such means of communication shall constitute presence in person at such meeting. A meeting held through such means of communication is deemed to be held at the registered office of the Company. The Directors may only act at duly convened meetings of the Board.

Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board.

The Board can deliberate or act validly only if at least half of the Directors are present or represented at a meeting of the Board. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Decisions may also be taken by circular resolutions signed by all the Directors. Each Director shall approve such resolutions in writing, by telegram, telex, facsimile or any other similar means of communication. All documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by the secretary, or by two Directors.

Art. 17. Corporate Signature. The Company will be bound by the joint signature of any two Directors or by the individual signature of any person to whom signatory authority has been delegated by the Board.

Art. 18. Conflicts of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business, shall not, by reason of such connection and/or relationship with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction submitted for approval to the Board conflicting with that of the Company, such Director or officer shall make known to the Board such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such Director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders. This paragraph shall not apply where the decision of the Board relates to current operations entered into under normal conditions.

The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving PineBridge Investments Ireland Limited, any subsidiary or affiliate thereof, or such other company or entity as may from time to time be determined by the Board at its discretion.

Art. 19. Indemnification of Directors and Officers. The Company may indemnify any Director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Company or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified. Such person shall be indemnified in all circumstances except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or wilful misconduct; in the event of a settlement, any indemnity shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnity shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 20. Investment Policies and Restrictions. The Board shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy and the course of conduct of management and business affairs of each Sub-Fund and of the Company.

The Board shall also determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of each Sub-Fund and the Company.

Art. 21. Auditors. The Company shall appoint an authorized auditor ("réviseur d'entreprises agréé") who shall carry out the duties prescribed by the Law. The auditor shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until its successor is elected.

Art. 22. Depositary. The Company shall enter into a depositary bank agreement with a bank which shall satisfy the requirements of the Law (the "Depositary"). The Depositary shall assume towards the Company and its shareholders the responsibilities provided by Law.

In the event of the Depositary desiring to retire, the Board shall use its best endeavours to find within two months a corporation to act as depositary and upon doing so the Directors shall appoint such corporation to be depositary in place of the retiring Depositary. The Directors may terminate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor depositary shall have been appointed in accordance with this provision to act in the place thereof.

If the circumstances so require, the opening of accounts in the name of the Company, as well as power of attorney on such accounts, shall be subject to the prior approval and/or ratification of the Board.

Art. 23. Accounting Year. The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall terminate on the last day of December of the same year. The accounts of the Company shall be expressed in US Dollars or such other currency or currencies, as the Board may determine pursuant to the decision of the general meeting of shareholders. Where there shall be different Classes as provided for in Article 5 hereof, and if the accounts within such Classes are expressed in different currencies, such accounts shall be converted into US Dollars and added together for the purpose of determination of the accounts of the Company. To the extent legally required, a printed copy of the annual accounts, including the balance sheet and profit and loss account, the Directors' report and the notice of the annual general meeting, will be sent to registered shareholders or made available at the registered office of the Company not less than 15 days prior to each annual general meeting.

Art. 24. Distributions. The general meeting of shareholders shall, upon the proposal of the Board in respect of each Class, determine how the annual net investment income shall be disposed of.

The net assets of the Company may be distributed subject to the minimum capital of the Company as defined under Article 5 hereof being maintained.

Distribution of net investment income as aforesaid shall be made irrespective of any realised or unrealised capital gains or losses. In addition, dividends may include realised and unrealised capital gains after deduction of realised and unrealised capital losses.

Dividends may further, in respect of any Class, include an allocation from an equalisation account which may be maintained in respect of any such Class and which, in such event, will, in respect of such Class, be credited upon issue of shares and debited upon redemption of shares, in an amount calculated by reference to the accrued income attributable to such shares.

Interim dividends may at any time be paid on the shares of any Class upon decision of the Board.

The dividends declared may be paid in the reference currency of the relevant Class or in such other currency as selected by the Board and may be paid at such places and times as may be determined by the Board. The Board may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment.

Dividends may be reinvested on request of holders of registered shares in the subscription of further shares of the Class to which such dividends relate.

Art. 25. Dissolution of the Company. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 28 hereof. The Board may propose at any time to the shareholders to liquidate the Company.

Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting by the Board. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by Article 5 hereof; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth of the votes of the shares represented at the meeting.

To the extent legally required, any decision to liquidate the Company shall be published in the Memorial. As soon as the decision to liquidate the Company is taken, the issue, redemption or conversion of shares in all Classes shall be suspended.

The liquidation of the Company will be conducted by one or more liquidators, who may be individuals or legal entities and who will be appointed by a meeting of shareholders. This meeting will determine their powers and compensation. The net proceeds may be distributed in kind to the holders of shares.

Any liquidation of the Company shall be carried out in accordance with the provisions of Luxembourg law which specify the steps to be taken to enable shareholders to participate in the distribution of the liquidation proceeds and provides upon finalisation of the liquidation that the assets which could not be distributed to shareholders be deposited in escrow with the Caisse de Consignation to be held for their benefit. Amounts not claimed from escrow within the relevant prescription period will be liable to be forfeited in accordance with Luxembourg law.

Art. 26. Dissolution, Amalgamation or Splitting of Sub-Funds or Classes. If the net assets of any Sub-Fund or Class fall below or do not reach an amount determined by the Board to be the minimum level for such Sub-Fund or Class to be operated in an economically efficient manner or if a change in the economic or political situation relating to the Sub-Fund or Class concerned justifies it, the Board has the discretionary power to liquidate such Sub-Fund or Class by compulsory redemption of shares of such Sub-Fund or Class at the Net Asset Value per share (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) determined as at the Valuation Day at which such a decision shall become effective. The decision to liquidate will be published by the Company prior to the effective date of the liquidation and the publication will indicate the reasons for, and the procedures of, the liquidation operations. Unless the Board decides otherwise in the interests of, or in order to ensure equal treatment of, the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund or Class concerned may continue to request redemption or conversion of their shares free of redemption or conversion charges (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses).

Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraph, a general meeting of shareholders of any Sub-Fund or Class may, upon proposal from the Board and with its approval, redeem all the shares of such Sub-Fund or Class and refund to the shareholders the Net Asset Value of their shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) determined as at the Valuation Day at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such a general meeting of shareholders at which resolutions shall be adopted by simple majority of the votes cast, unless such redemption would result in the Company ceasing to exist, in which case resolutions during such meeting of shareholders shall be adopted with the quorum and majority requirements for changing these Articles.

Assets which could not be distributed to the relevant shareholders will be deposited with the Caisse de Consignation, in accordance with Luxembourg laws and regulations, to be held for the benefit of the relevant shareholders. Amounts not claimed will be forfeited in accordance with Luxembourg law.

Upon the circumstances provided for above, the Board may decide to allocate the assets of any Sub-Fund or Class to those of another existing Sub-Fund or Class within the Company or to another UCI, or to another sub-fund or class within such other UCI (the "new Sub-Fund or class") and to re-designate the shares of the Sub-Fund or Class concerned as shares of the new Sub-Fund or class (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be notified to the shareholders concerned (together with information in relation to the new Sub-Fund or class), one month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable shareholders to request redemption or conversion of their shares, free of charge, during such period. After such period, the decision commits the entirety of shareholders who have not used this possibility, provided however that, if the amalgamation is to be implemented with a Luxembourg UCI of the contractual type ("fonds commun de placement") or a foreign based UCI, such decision shall be binding only on the shareholders who are in favour of such amalgamation.

Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraph, a contribution of the assets and liabilities attributable to any Sub-Fund or Class to another Sub-Fund or Class of the Company may be decided upon by a general meeting of the shareholders of the contributing Sub-Fund or Class, upon proposal from the Board and with its approval, for which there shall be no quorum requirements and which shall decide upon such an amalgamation by resolution adopted by simple majority of the votes cast.

A contribution of the assets and liabilities attributable to any Sub-Fund or Class to another UCI or to a sub-fund or class within such other UCI may also be decided by a general meeting of shareholders of the contributing Sub-Fund or Class, upon proposal from the Board and with its approval, for which there shall be no quorum requirements and which shall decide upon such an amalgamation by resolution adopted by simple majority of the votes cast, unless such contribution of the assets and liabilities to another UCI or to a sub-fund or class within such other UCI would result in the Company ceasing to exist, in which case resolutions during such meeting of shareholders shall be adopted with the quorum and majority requirements for changing these Articles, and except when such amalgamation is to be implemented with a Luxembourg UCI of the contractual type ("fonds commun de placement") or a foreign based UCI, in which case resolutions shall be binding only on the shareholders of the contributing Sub-Fund or Class who have voted in favour of such amalgamation.

Art. 27. Co-Management and Pooling. The Board may authorise investment and management of all or any part of the portfolio of assets established for two or more Sub-Funds on a pooled basis, or of all or any part of the portfolio of assets of the Company on a co-managed or cloned basis with assets belonging to other Luxembourg collective investment schemes, all subject to appropriate disclosure and compliance with applicable regulations, and as more fully described in the sales documents of the Company.

Art. 28. Amendments. These Articles may be amended from time to time by a general meeting of shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided by the laws of Luxembourg.

Art. 29. Alternative Investment Fund Manager. The Company may at any time enter into an agreement with an alternative investment fund manager ("AIFM") authorised under Directive 2011/61/EU of 8 June 2011 on Alternative Investment Fund Managers, pursuant to which the latter shall be appointed as the designated AIFM of the Company and shall provide the Company with all or certain of the services set out under Annex I of Directive 2011/61/EU.

The Board is authorised to take all such steps as it may deem necessary and to agree such corporate and contractual amendments to the structure and ongoing arrangements of the Company in order that the Company and its various service providers may be in compliance with Directive 2011/61/EU as and when this Directive is implemented in Luxembourg and the European Union generally, to the extent permitted by Luxembourg law.

Art. 30. Applicable Law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time, and the Law.

Subscription and payment

The appearing party has subscribed and entirely paid up the following shares:

Shareholder	Subscribed Capital	Number of Shares
PineBridge Investments Ireland Limited, prenamed	USD 45,000	45
TOTAL	USD 45,000	45

Proof of all such payments has been given to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever shall be borne by the Company and amount to EUR 3,000.-.

Statements

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law of August 10, 1915 on Commercial Companies, as amended, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Resolutions of the sole shareholder

The above named person representing the entire subscribed capital and considering itself as duly convened, has immediately taken the following resolutions:

First resolution

The following persons are appointed directors of the Company for a period ending on the date of the annual general meeting to be held in 2014:

- Kamala Anantharam, with professional address at 399 Park Avenue, NY, NY10022, New York USA;
- Roman Hackelsberger, with professional address at 33 St Mary Axe, London EC3A 8AA, United Kingdom;
- George Hornig, with professional address at 399 Park Avenue, NY, NY10022, New York USA;
- Dominic Sheridan, with professional address at 33 St Mary Axe, London EC3A 8AA, United Kingdom;
- Jérôme Wigny, with professional address at 2, place Winston Churchill, L-2014 Luxembourg.

Second resolution

The following has been appointed independent auditor ("réviseur d'entreprises agréé" of the Company for a period ending on the date of the annual general meeting to be held in 2014:

PricewaterhouseCoopers, 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Third resolution

The registered office of the Company is fixed at 47, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by name, surname, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: L. SERVAIS et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 1^{er} août 2013. Relation: LAC/2013/36089. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 août 2013.

Référence de publication: 2013121383/800.

(130146931) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2013.

TA-Klidia S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 3-11, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 123.967.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille douze, le treize août.

Par devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

Monsieur Frédéric DEFLORENNE, Expert-Comptable, demeurant professionnellement à Luxembourg.

"le mandataire"

agissant en sa qualité de mandataire spécial de Monsieur Loïc de Maublanc, gérant de société, demeurant à B-1050 Bruxelles, 37, rue Camille Lemonnier, né à Saint Nazaire, France, le 21 novembre 1967,

"le mandant"

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle, après avoir été signée ne varietur par le mandataire comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lequel comparant, agissant ès-dites qualités, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

I.- Que la société à responsabilité limitée "TA-Klidia S.à r.l.", ayant son siège social à L-1249 Luxembourg, 3-11, rue du Fort-Bourbon, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro B 123.967, a été constituée suivant acte reçu le 23 janvier 2007, publié au Mémorial C numéro 522 du 3 avril 2007.

II.- Que le capital social de la société à responsabilité limitée TA-Klidia S.à r.l.", prédésignée, s'élève actuellement à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.), représentés par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (EUR 125.-) chacune.

III.- Que son mandant déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la susdite société "TA-Klidia S.à r.l.".

IV.- Que son mandant est devenu propriétaire de toutes les parts sociales de la susdite société et qu'en tant qu'associé unique il déclare expressément procéder à la dissolution de la susdite société.

V.- Que son mandant, en tant que liquidateur, prend à sa charge la liquidation du passif et les engagements financiers, connus ou inconnus, de la société, qui devra être terminée avant toute appropriation de quelque manière que ce soit des actifs de la société en tant qu'associé unique.

VI.- Qu'il a été procédé à l'annulation du registre des associés et des parts sociales de la société dissoute.

VII.- Que décharge pleine et entière est accordée au gérant de la société dissoute pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

VIII.- Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans aux bureaux de la société dissoute.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, le mandataire prémentionné a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: F. DEFLORENNE, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 14 aout 2012. Relation: LAC/2012/38806.

Reçu soixante quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): C. FRISING.

Référence de publication: 2013118572/44.

(130143656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2013.
